TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications des Services économiques

Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Mai 2021

POLOGNE 1
HONGRIE 10
REPUBLIQUE TCHEQUE 15
SLOVAQUIE 18
LETTONIE 23
LITUANIE 24
ESTONIE 26
SUJETS BALTES 30

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,5 PLN

Financement

- Le 3 mai 2021, le gouvernement a transmis à la Commission européenne son Plan national de relance et de résilience dans le cadre du mécanisme européen Next Generation EU. 36 Md€ de financements européens devraient être utilisés, dont 23,9 Md€ de subventions et 12,1 Md€ de prêts. Le PNRR comprend cinq volets prioritaires :
  1. Le volet "résilience économique et compétitivité" porte sur 4,7 Md€ (dont 4,5 Md€ de subventions et 0,2 Md€ de prêts).
  2. Énergie verte et amélioration de l'efficacité énergétique: 14,3 Md€ (dont 5,7 Md€ de subventions et 8,6 Md€ de prêts).
  3. Transformation numérique: 4,9 Md€ (dont 2,8 Md€ de subventions et 2,1 Md€ de prêts).
  4. Amélioration de la qualité et de l'accès au système de la santé : 4,6 Md€ (dont 4,1 Md€ de subventions et 0,5 Md€ de prêts).
  5. Mobilité verte et intelligente : 7,5 Md€ (dont 6,8 Md€ de subventions et 0,7 Md€ de prêts).
- Peu après, le 15 mai, le premier ministre Mateusz Morawiecki a présenté le programme socio-politique dénommé le "Deal Polonais" (*Polski Ład*). Le document fait office de programme politique représentant la feuille de route commune de la droite unie autour du Parti Droit et Justice au pouvoir et fournit des informations sur les orientations des politiques publiques des prochaines années. Les questions environnementales et énergétiques n'y occupent pas une place importante, néanmoins, dans le document le gouvernement déclare pour la première fois qu'il ne financera plus d'achat des chaudières à charbon. Seconde avancée majeure exposée dans le cadre du discours de présentation du « Deal polonais », le PM Morawiecki a déclaré que les recettes issues de la vente des quotas d'émissions de CO_2 seront allouées à un fonds spécial qui financera rénovation, modernisation ou construction des centrales thermiques dans 120 villes. Le document indique aussi les grands investissements stratégiques, tels que : construction de voies rapides, le projet de l'aéroport central CPK, grande vitesse, agrandissement des ports polonais etc. Le seul projet CPK est estimé pouvoir générer 150 000 emplois et augmenter jusqu'à 3,2 % de PIB polonais lors de la phase construction. De plus, le plan identifie des mesures permettant de faciliter et encourager la création de logements à coûts modérés pour des tiers, faciliter l'accès au logement des primo-accédants, faciliter l'acte de construire pour les maisons individuelles jusqu'à 70m².

Nominations

- Mirosław Kowalik, ancien PDG d'Enea, a été nommé PDG de Westinghouse Pologne. M. Kowalik dirigera les projets d'investissement de la société dans les technologies nucléaires en Pologne.
- Le 7 juin le ministre Michal Kurtyka a nommé M. Sebastian Barkowski au poste de plénipotentiaire en charge de la coopération internationale dans le domaine climatique et énergétique. M. Barkowski était précédemment adjoint à la RP de la Pologne auprès de l'UE.

Climat/Environnement

- Le 9 juin la Commission Européenne a appelé la Pologne à améliorer ses règles en matière de pollution atmosphérique et transposer correctement dans sa législation nationale toutes les exigences de la directive 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants (la directive PEN). La Pologne a omis de transposer l'exigence de cette directive selon laquelle les mesures obligatoires de réduction des émissions doivent être incluses dans les programmes nationaux de lutte contre la pollution atmosphérique. De plus, la Pologne n'a pas transposé l'exigence relative à l'organisation de consultations transfrontalières sur les programmes nationaux de lutte contre la pollution. La législation polonaise ne prévoit pas non plus de sanctions en cas de violation de la directive en objet. La Commission a également demandé à la Pologne de prendre des mesures pour protéger et gérer ses sites Natura 2000 et respecter les obligations découlant de la directive 92/43/CEE 5la directive « Habitats ») et de la directive 2009/147/CE (la directive « Oiseaux »). Sur 845 sites d'importance communautaire, 655 n'ont pas encore été désignés comme zones spéciales de conservation par la Pologne. De plus, la Pologne n'a pas adopté des objectifs et des mesures de conservation propres à chaque site pour l'ensemble de ses sites.

Qualité de l'air

- L'association 'Alerte Anti-Smog Polonaise' (*Polski Alarm Smogowy*) a mis en place un outil permettant de suivre en ligne les données (ventilées par voïévodie) concernant le changement des chaudières polluantes dans le cadre du Programme « Air Pur », soit : le nombre de demandes déposées, nombre de contrats signés et nombre de subventions versées. L'outil est disponible à ce lien : https://krakowskialarmsmogowy.pl/program-czyste-powietrze/ L'association souligne que depuis le démarrage du Programme en septembre 2018 presque 185 000 demandes ont été déposées, soit 194 par jour en moyenne. Pourtant, afin de réaliser l'objectif fixé, 820 demandes devraient être déposées chaque jour. Selon les données de *Polski Alarm Smogowy*, les chaudières polluantes sont remplacées par les chaudières à gaz (43%), pompes à chaleur (20%), chaudières à biomasse (19%) et par les chaudières à charbon (15%). Il est à souligner que le document gouvernemental le « Deal Polonais » présenté le 15 mai dernier indique que l'achat des chaudières à charbon ne sera plus financé dans le cadre du Programme « Air Pur » à partir du 1er janvier 2022.
- Le ministère du climat et de l'environnement a informé qu'au cours du T3 2021 le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau lancera le programme de cofinancement des investissements visant à améliorer la qualité de l'air par le remplacement des chaudières polluantes et la modernisation thermique dans les immeubles collectifs dans la région de la Baisse Silésie. Son budget s'élève à 3,3 M€. Pour rappel, la version pilote du programme pour la voïévodie de Pomeranie occidentale et pour la ville de Pszczyna (Silésie) a été déjà mise en place.

Emissions CO_2

- Selon le dernier rapport du Centre national d'équilibrage et de gestion des émissions (*KOBIZE*), les émissions totales de CO_2 (y compris le secteur aérien) s'élevaient à 172 150 480 Mg et ont diminué de 6,84% par rapport à 2019. Les plus importantes réductions des émissions ont été observées dans les secteurs suivants :
  - secteur aérien : -62%,
  - secteur énergétique : centrales électriques : -8% et centrales calogènes : -8%,
  - industrie : industrie sidérurgique : -29%, industrie forestière : -12% et papetière : -10%.

  Les émissions ont augmenté dans le secteur du verre : +3% et dans les installations de cogénération des autoproducteurs : +2,1%.
  Pour ce qui est de la période totale d'échanges précédente 2013-2020, les émissions dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas (sans secteur aérien) ont diminué en Pologne d'environ 16,5% (de 205,7 Md à 171,73 Md t CO_2). La plus grande réduction a été notée dans le secteur énergétique : environ 32%. Les émissions dans l'industrie ont augmenté de 1,44%. Selon les estimations,

dans cette période les installations polonaises ont dû acheter environ 876 M de quotas d'émissions (après déduction des quotas gratuites au titre de l'article 10a et 10c de la directive 2003/87/CE).

Eau

- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a lancé la deuxième procédure de sélection des demandes dans le cadre du Programme 'Mon Eau' (*Moja Woda*) qui offre des subventions à hauteur de 5000 PLN (1111 €) pour la mise en place par les propriétaires des maisons individuelles des installations de récupération d'eau pluviale. Le budget de la nouvelle étape du Programme s'élève à 22,2 M€. Pour rappel, les ressources en eau en Pologne sont comparables à celle de l'Egypte. Statistiquement, un Polonais dispose de 1600 m^3 d'eau par an, soit trois fois moins que la moyenne dans l'Union Européenne.
- Le ministère du climat et de l'environnement a mis en place la plateforme en ligne dédiée aux problèmes de sècheresse www.susza.gov.pl Le site doit être une source d'informations pour les ménages, agriculteurs, entreprises et établissements publics sur la problématique de sécheresse et les aides de l'Etat permettant de réduire les effets négatifs de la sécheresse.

ENR

- Dans le cadre de la recherche de voies de développement en dehors du secteur minier, le Groupe FAMUR, fabricant polonais des machines pour le secteur minier, a défini de nouvelles orientations stratégiques qui comprennent l'optimisation des actifs miniers, le rebranding de certaines usines de production et l'évolution vers une holding investissant dans la transformation verte, tout d'abord en entrant dans le secteur du photovoltaïque à grande échelle et des solutions PV pour le secteur B2B et une recherche constante d'investissements attrayants dans le domaine des sources d'énergie renouvelables, du transport et de la logistique. Le groupe veut devenir un leader de la transformation verte parmi les sociétés minières polonaises. La décision stratégique d'entamer la construction d'une holding dans le secteur photovoltaïque avec les sociétés Projekt Solartechnik (P+S) et TDJ, investissant dans la transformation verte doit permettre au groupe FAMUR d'atteindre un niveau minimum de 70 % de revenus non liés au charbon énergétique d'ici la fin 2024.
- La société PGE met en œuvre le Programme de transition juste de la région de Bełchatów, qui prévoit la construction de sources d'énergie à émissions faibles ou nulles. PGE affectera 1,1 Md€ à la transformation de la région. PGE Energia Odnawialna, une filiale de PGE Polska Grupa Energetyczna, a annoncé que 600 MW de parcs photovoltaïques et 100 MW de parcs éoliens seront construits sur des zones d'après-mine à Bełchatów. Les fermes photovoltaïques seront construites sur les terrains d'une superficie supérieure à 500 ha d'ici la fin de 2024. Pour les installations éoliennes, leur construction dépendra de la modification de la loi sur les distances. Si elle est adoptée rapidement d'ici à 2021, des fermes éoliennes pourront être construites dans un délai de 5 à 7 ans. Sur les terrains de Bełchatów sera construite également une installation de traitement thermique avec récupération d'énergie et un Centre de développement des compétences. La tâche principale du centre sera de former les personnes sortant du secteur de l'énergie conventionnelle. La formation sera principalement axée sur le développement des compétences et des qualifications liées aux sources d'énergie renouvelables. PGE axera les formations dans le domaine des énergies renouvelables, des parcs éoliens offshore, du secteur de l'économie circulaire, de l'exploitation des unités de production d'électricité au gaz, ainsi que dans les métiers d'avenir, tels que analyste big data, biotechnologue ou ingénieur en génie électrique. Les terrains d'excavation de la mine seront inondés d'eau. Sera créé ainsi le lac le plus profond de Pologne, avec une superficie totale de 3 890 ha, autour duquel des infrastructures touristiques seront développées, générant des emplois pour des milliers de résidents de la région.

Energie

Politique énergétique

- Le Ministère des actifs publics a soumis à la consultation le projet du document « Transformation du secteur de l'électricité en Pologne. Séparation des actifs charbonniers des entreprises détenues par le Trésor public". Les commentaires peuvent être soumis jusqu'au 28 juin 2021. Le document est disponible sur le site du Ministère : https://www.gov.pl/web/aktywa-panstwowe/rozpoczecie-konsultacji-programu-transformacji-sektora-elektroenergetycznego

Charbon

- Selon les données du Ministère de actifs publics, l'année dernière, la production nationale de houille a diminué par rapport à 2019 d'environ 7,2 Mt (de plus de 61,6 Mt en 2019 à moins de 54,4 Mt en 2020) et les ventes de charbon ont diminué d'environ 5,5 Mt (de plus de 58,4 à plus de 52,9 Mt). En raison de la réduction des ventes et de la baisse des prix du charbon, les revenus miniers ont chuté de plus de 6,7 Md€ en 2019 à plus de 5,8 Md€ l'année dernière. La perte totale des entreprises charbonnières sur les ventes a dépassé 622 M€ et la perte nette a augmenté pour atteindre plus de 955 M€.
- Le 21 mai, la Cour de justice de l'Union européenne a demandé à la Pologne de cesser immédiatement l'exploitation du lignite dans la mine de Turów. Comme l'a souligné le Tribunal dans un communiqué de presse, « *les allégations de fait et de droit soulevées par la République tchèque justifient le prononcé des mesures provisoires demandées* ». A titre de rappel, la République tchèque a déposé une plainte contre la Pologne fin février, en rapport avec la prolongation de la concession de la mine de lignite PGE Turów. Ils accusent la Pologne de violer le droit communautaire, entre autres en ne tenant pas compte des objections des résidents tchèques qui affirment que la mine à ciel ouvert, qui est exploitée juste à côté de la frontière, tarit leur ressource en eau. « *La décision de la CJUE ouvre la voie à une transition énergétique sauvage. Le pacte vert européen échoue sous nos yeux* », a répliqué PGE. Le 25 mai, suite à son entretien avec le Premier ministre tchèque, le Premier ministre Mateusz Morawiecki a annoncé que la République tchèque avait accepté de retirer sa demande auprès de la CJUE concernant la mine de Turów, et qu'un accord aurait émergé, envisageant le cofinancement par la partie polonaise de projets pluriannuels. Cependant, le Premier ministre tchèque Andrej Babisz a déclaré « *Je suis heureux que nous discutions enfin avec la partie polonaise. Je n'ai rien promis au Premier ministre polonais. Il n'y a pas encore d'accord, nous ne retirerons pas la plainte* ». Le vice-premier ministre et ministre des actifs publics, Jacek Sasin a déclaré : « *Nous cherchons des moyens de résoudre ce contentieux. Des entretiens ont lieu à différents niveaux. Le Premier ministre Morawiecki s'est entretenu à Bruxelles avec le Premier ministre Babisz hier et aujourd'hui […] Le cadre de l'accord a été élaboré, c'est-à-dire un ensemble de conditions qui serviront de base à la conclusion de l'accor*d ». Le porte-parole du gouvernement polonais, Piotr Mueller, a déclaré que la plainte concernant la mine de Turów serait retirée après la signature de l'accord. Il a annoncé que la Pologne prendra des mesures conjointes avec la partie tchèque concernant la protection des eaux souterraines des deux côtés de la frontière. « *La Pologne, pour le cofinancement de ces objectifs environnementaux et géologiques, allouera entre 40 et 45 M€ pour des projets à long terme*». - a-t-il souligné. Le vice-ministre des biens de l'État, Artur Soboń, a déclaré que les Tchèques présenteraient un projet d'accord sur Turow dans les semaines à venir, ajoutant que les attentes de la partie tchèque comprennent la participation à la surveillance de l'exploitation de la mine et que la limite de 40 à 45 M€ s'applique aux investissements conjoints, et pas seulement polonais. Le ministre des actifs publics, Jacek Sasin a déclaré : « *L'intention du gouvernement et de l'État polonais en tant que propriétaire de PGE est que le complexe de la mine et de la centrale électrique de Turów fonctionne au moins jusqu'à la fin de la concession, c'est-à-dire jusqu'en 2044* ». - Le vice-premier ministre a réaffirmé qu'il n'était pas prévu d'arrêter la production de la mine après la décision de la CJUE.
- Le 28 mai, le vice-premier ministre Jacek Sasin, le vice-ministre des actifs publics Artur Soboń et les dirigeants syndicaux ont signé à Katowice l'accord social pour l'industrie minière. L'accord social prévoit, entre autres, la fermeture progressive des mines de charbon jusqu'en 2049, des aides publiques à l'industrie minière pendant cette période, une protection sociale pour les mineurs et des mécanismes de soutien à la transformation de la Silésie. L'entrée en vigueur de l'accord dépend de l'approbation par la Commission Européenne des aides publiques accordées aux mines, y compris les subventions destinées à réduire leur capacité de production et le financement des activités de démantèlement et de la protection sociale des mineurs.

Electricité / Chaleur

- Le 17 mai à la suite d'un dysfonctionnement de la station de distribution de Rogowiec, 10 des 11 unités de la plus grande centrale électrique de Pologne, Belchatow, qui produit plus de 20 % de l'énergie du pays distribuée à 11,5 millions de foyers, ont cessé de fonctionner. En quelques secondes, 3900 MW de 5100 MW de la capacité totale fournie par Belchatow ont cessé d'alimenter le système électrique. Les réserves d'énergie nationales et les importations d'urgence en provenance de la République tchèque, de la Slovaquie et de l'Allemagne ont été utilisées pour assurer la continuité des livraisons. «*Pendant la panne de la centrale électrique de Belchatów, tous les systèmes de sécurité ont été activés. Nous pouvions importer de l'énergie d'autres pays*»- a déclaré le porte-parole du gouvernement, Piotr Müller. Selon lui, l'incident montre les défis de la transition énergétique, notamment la nécessité de construire une centrale nucléaire.

- Le 28 avril, le Ministère du climat et de l'environnement a publié le règlement modifiant les règles d'établissement et de calcul des tarifs de la chaleur. Le ministère du climat modifie la méthode de calcul des prix des émissions de CO_2 dans les tarifs de la chaleur afin que les tarifs tiennent compte de la croissance exponentielle des prix des quotas d'émission de CO_2, qui n'ont pas été pris en compte dans les tarifs de chaleur approuvés en 2020.
- Le président de l'Office de la régulation de l'énergie (URE) a modifié le modèle réglementaire du secteur du chauffage pour soutenir les investissements et la transformation du secteur « *Nous nous concentrons sur l'amélioration des conditions réglementaires pour les investissements des entreprises énergétiques et sur la promotion des effets spécifiques des investissements et pas seulement sur le processus d'investissement lui-même. Il s'agit d'introduire une dimension qualitative à la politique de régulation du secteur du chauffage. Dans les nouvelles lignes directrices, nous avons mis l'accent sur la promotion des entreprises de chauffage qui entreprennent des activités de modernisation et d'investissement. La politique réglementaire actualisée est ainsi adaptée aux changements de l'environnement du marché, notamment dans le domaine des investissements. Conscients du fait qu'il y a un besoin de fonds pour les investissements, nous nous sommes concentrés sur le développement de telles solutions qui favoriseront les investissements servant à la réalisation des objectifs stratégiques de la politique énergétique et résultant des plans de développement des entreprises de chauffage* », résume l'introduction de nouvelles directives Rafał Gawin, président de l'URE.
- Le Centre national de la recherche et du développement vient de lancer le projet « Centrale électrothermique dans le système électrique local » qui envisage le développement de solutions permettant de moderniser les systèmes de chauffage ou de cogénération. Les candidatures peuvent être soumises jusqu'au 25 juin de cette année. 9,1 M€ de fonds européens seront attribués au projet.
- La société PGE a publié son rapport non financier pour 2020. Il présente l'approche du groupe PGE en matière de gestion des questions environnementales, du personnel et de respect des droits de l'homme. Le rapport présente pour la première fois l'approche du groupe PGE en matière de risque climatique. Veuillez trouver le lien vers le rapport : https://sprawozdanieniefinansowe2020.gkpge.pl/
- Fonds National de la protection de l'environnement et de la gestion d'eau (NFOŚiGW) envisage d'adapter le programme "Chauffage de district" (Ciepłownictwo powiatowe) aux besoins d'un groupe plus large de bénéficiaires. « *Nous voulons que le cofinancement soit également disponible pour les entreprises dont la puissance commandée est supérieure à 50 MW, ainsi que pour les entreprises de chauffage n'appartenant pas à des collectivités locales, donc également avec d'autres capitaux*. (Actuellement, le programme s'adresse aux entreprises détenues à 50 % au moins par des collectivités locales, et la puissance commandée dans le système ne dépasse pas 50 MW). *Par ailleurs, nous préparons d'autres formes de soutien à plus grande échelle. Jusqu'à présent, le NFOŚiGW a principalement accordé des subventions et des prêts. Maintenant, dans une plus large mesure, nous voudrons fournir un soutien en capital. Nous recapitaliserons les entreprises de chauffage, qui ne disposent pas de fonds pour la transformation énergétique et qui, sans eux, connaissent des problèmes financiers de plus en plus importants. Il s'agira d'une offre, tout d'abord, pour les entreprises des collectivités locales, car les entreprises privées gèrent généralement mieux, même si, bien sûr, je n'exclus pas une coopération avec elles* » déclare Artur Michalski, vice-président de NFOŚiGW.

Hydrogène

- Le 18 mai en présence du Premier Ministre Mateusz Morawiecki et du ministre du climat et de l'environnement Michał Kurtyka a été signée la lettre d'intention en vue de la création de la Vallée de l'hydrogène dans la région de Podkarpackie (sud-est de la Pologne). Comme l'ont souligné les représentants du gouvernement, l'hydrogène pourrait devenir un pilier important de la transformation de l'économie polonaise et le développement de l'économie basée sur l'hydrogène permettrait d'atteindre la neutralité carbone, maintenir la compétitivité de l'économie polonaise en profitant de la position actuelle de la Pologne qui est l'un des plus grands producteurs européen et mondial de l'hydrogène. Il est à noter que le Plan national de relance et de résilience prévoit 800 M€ de subventions pour les investissements dans le développement des technologies de l'hydrogène, ainsi que dans sa production, stockage et transport.

Gaz / Pétrole

- Le Trésor public a signé un accord de coopération avec Orlen, Lotos et PGNiG concernant le rachat par PKN Orlen des groupes Lotos et PGNiG. « *La transaction de rachat de Lotos et PGNiG par PKN Orlen sera sans contrepartie financière, les actionnaires des sociétés rachetées recevront de nouvelles actions d'Orlen et, au final, le Trésor public détiendra 50% des actions », a déclaré le vice-premier ministre et ministre des actifs publics, Jacek Sasin. « PKN Orlen veut achever la fusion avec Lotos et PGNiG cette*

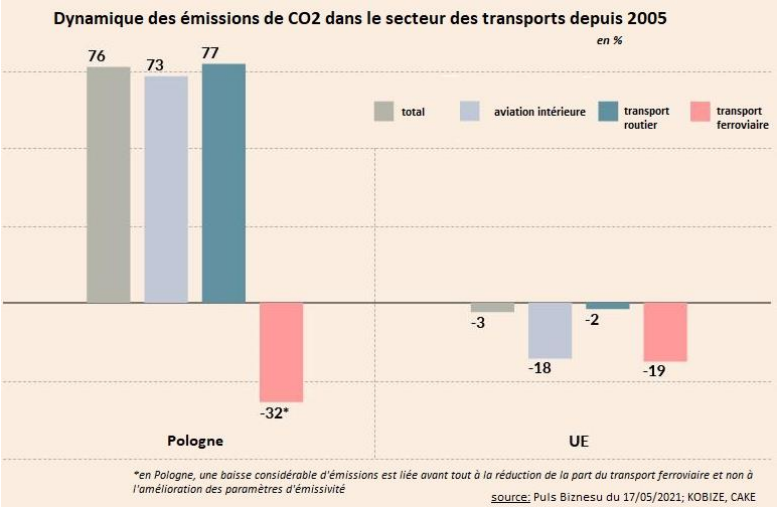
année », a déclaré Daniel Obajtek, PDG de PKN Orlen. Début mai, Orlen a déposé la demande à l'Office de la concurrence et de la protection des consommateurs (UOKiK) relative à la reprise de la société PGNiG.

- PKN ORLEN va agrandir son usine de production à Płock. L'investissement impliquera Hyundai Engineering et Técnicas Reunidas. La construction du complexe Olefin III fera appel à des technologies de pointe qui permettront, entre autres, une augmentation de l'efficacité énergétique, notamment une réduction de 30% des émissions de CO_2 par tonne de produit. Il s'agit du plus important investissement en pétrochimie d'Europe.
- Le groupe Lotos a importé 125 000 t de pétrole brut nigérian Forcados. Il s'agit de la première livraison de ce type de pétrole dans l'histoire de la société. Après quatre mois de 2021, la part de pétrole brut non russe dans le traitement de la raffinerie de Gdansk s'élève à 20%.
- Le 31 mai, la Commission danoise en charge de l'Environnement et de l'Alimentation a annulé le permis de construire délivré par l'Office danois de protection de l'environnement pour la partie terrestre du gazoduc Baltic Pipe au Danemark d'une longueur d'environ 210 km. En conséquence, la construction du pipeline Baltic Pipe doit être suspendue. Les Danois justifient leur décision par le fait que l'impact de l'investissement sur l'environnement n'a pas été suffisamment analysé. L'affaire a été renvoyée à l'Office danois de protection de l'environnement pour une nouvelle analyse. Pour rappel, le gazoduc doit permettre de transporter le gaz norvégien et d'accroître l'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Selon le calendrier initial, il doit être prêt en octobre 2022. On ne sait pas pour l'instant si le projet sera retardé. Energinet, partenaire danois de la société polonaise Gaz-System, doit maintenant clarifier avec les autorités les implications de la décision pour le projet Baltic Pipe et s'apprête à suspendre la construction jusqu'à l'obtention des autorisations nécessaires. Le ministère polonais des affaires étrangères a déclaré que les implications de cette décision étaient en cours d'analyse. *« Baltic Pipe est un projet important pour la région, et la Commission européenne est prête à s'engager pour trouver une solution après la décision du Danemark de retirer le permis environnemental pour la section terrestre du gazoduc* », a déclaré une source de la CE à l'Agence Polonaise de Presse.

Transport

Ferroviaire

- Selon les données de l'Office des Statistiques (*GUS*), le transport routier des marchandises est toujours prédominant au détriment du transport ferroviaire malgré les investissements dans les infrastructures ferroviaires : en 2020, le transport routier a augmenté de 410 Mt et représente 90% du transport total de marchandises tandis que la part du transport ferroviaire s'élevait à 8,5% selon le volume des marchandises et à 9,6% selon les tonnes-kilomètres réalisées. Depuis 2015 le transport des marchandises par route a noté une hausse de 50% selon le volume et de 44,5% selon le nombre de tonnes-kilomètres réalisé. Les experts soulignent que pour augmenter la compétitivité du transport ferroviaire il est nécessaire de réduire les taxes d'accès au rail qui actuellement, représentent entre 15 et 20% des coûts des opérateurs ferroviaires qui doivent payer des redevances d'accès au rail pour chaque kilomètre parcouru tandis que seulement 0,9% du réseau routier est soumis au péage. De plus, il faudrait optimiser les investissements dans la modernisation des infrastructures ferroviaires et construire des nouveaux tronçons afin d'améliorer l'accès au réseau.
- Les opérateurs ferroviaires polonais veulent se lancer dans l'achat du matériel roulant à moindre intensité de carbone. Actuellement, la plupart de rames sont très émissives de CO_2 et, de plus, une grande partie du réseau ferroviaire n'est pas électrifiée. Les achats pourraient être subventionnés dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (PNRR). Le document prévoit 965 M€ de subventions pour l'achat du matériel roulant écologique, dont 482,5 M€ pour l'achat des 38 rames push-pull par PKP Intercity, opérateur national de passagers longue distance et 482,5 M€ pour les opérateurs régionaux (environ 70 rames). Le document prévoit également 500 M€ de prêts pour l'achat des wagons par les opérateurs du transport régional. Ainsi, Polregio, le plus grand opérateur du transport ferroviaire de passagers, voudrait acheter 180 nouvelles rames électriques, moderniser 50 rames pour un montant de 1,4 Md€. L'opérateur prévoit aussi l'achat des 30 trains à hydrogène. La voïévodie de Grande Pologne envisage d'acheter 12 rames à hydrogène et 20 rames électriques. La valeur de l'investissement est estimée à 200 M€. *Koleje Mazowieckie*, opérateur ferroviaire dans la voïévodie de Mazovie, souhaite acquérir des rames à hydrogène. PKP Energetyka, envisage de développer l'électrification du réseau avec l'hydrogène issu des ENR et mettre en place 50 stations de ravitaillement en hydrogène.



- PESA, fabriquant polonais du matériel roulant, a commencé les travaux sur le prototype d'une locomotive de manœuvre à hydrogène qui pourrait être présentée en septembre 2020 lors des foires TRAKO. PESA a déjà signé un accord avec le premier utilisateur potentiel – Orlen, qui pourrait l'utiliser dans sa raffinerie à Płock.

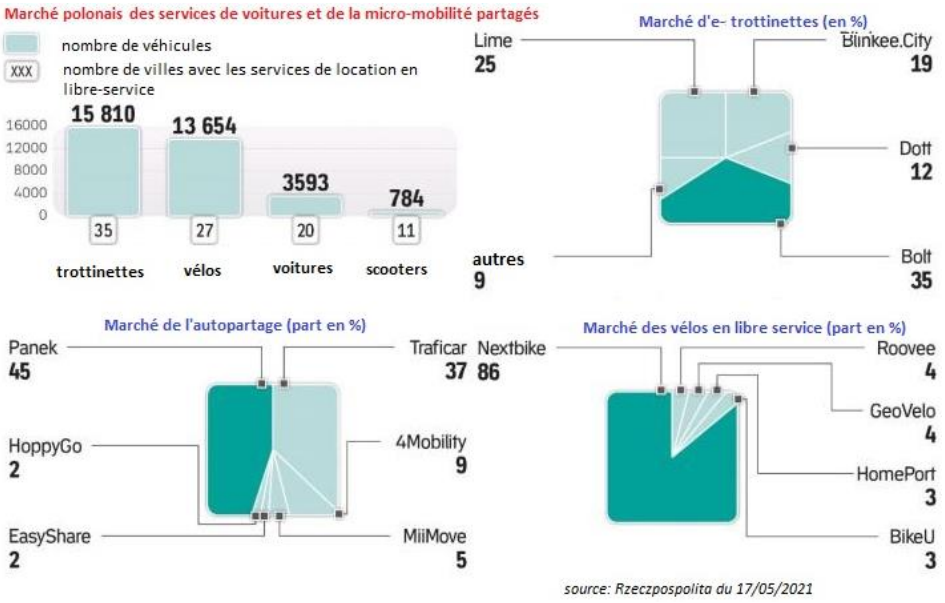
Routier

- Le 1er juin dernier sont entrés en vigueur les changements majeurs dans le code de la route, qui :
  - donnent la priorité au piéton s'engageant dans la traversée d'un passage piéton et non seulement – comme c'était le cas auparavant – au piéton se trouvant déjà sur le passage,
  - introduisent la même vitesse maximale autorisée de 50 km/h en agglomération la nuit et le jour (avant, la vitesse maximale autorisée la nuit était de 60 km contre 50 km/h le jour),
  - interdisent l'usage du téléphone portable par le piéton entrant sur la rue ou s'y déjà trouvant,
  - interdisent de rouler 'pare-chocs contre pare-chocs', donc sans garder une distance de sécurité entre les véhicules.

Urbain

- Les autorités de la ville de Varsovie ont annoncé le lancement de l'appel d'offres pour la construction d'un pont dédié aux piétons et cyclistes qui reliera les deux bords de la Vistule. Le pont aura 452 m et sera l'une des plus longues traversées au monde réservées aux piétons et cyclistes. Au total, la valeur de l'investissement est estimée à environ 40 M€.
- Des amendements au code routier régulant le statut des trottinettes électriques et autres modes de transport individuel sont entrés en vigueur le 20 mai dernier. Les nouvelles dispositions couvrent trois catégories de modes de transport : les équipements de soutien au mouvement (dispositifs utilisées en position debout en s'appuyant sur la force des muscles), les trottinettes électriques et les équipements de transports individuel – *UTO* (tous les modes de transport électriques à l'exception des trottinettes, utilisés en position debout et permettant le déplacement uniquement du conducteur). En ce qui concerne les trottinettes électriques, elles doivent être utilisées soit sur les pistes cyclables, soit en cas d'absence de celles-ci, sur la chaussée si la vitesse y est limitée à 30 km/h. Les e-trottinettes ne peuvent pas circuler sur les trottoirs qu'en absence de piste cyclable et quand la vitesse autorisée sur la chaussée est supérieure à 30 km/h. La vitesse maximale des e-trottinettes est de 20 km/h et de manière générale, elle doit être proche de celle des piétons quand elles circulent sur les trottoirs et les piétons en ont la priorité. Les personnes de plus de 18 ans pourront utiliser les trottinettes électriques sans autorisation particulière, mais les personnes de 10 – 18 ans doivent avoir « la carte vélo » ou un permis de conduire AM, A1, B1 ou T. Les e-trottinettes sont interdites au moins de 10 ans. Les nouvelles dispositions précisent aussi la question du stationnement des trottinettes électriques utilisées dans le système de partage. Ainsi, elles doivent être en priorité stationnées à des endroits dédiés ou si ceux-ci ne sont pas disponibles, sur le bord du trottoir le plus éloigné de la chaussée.
- Les opérateurs des services de location des véhicules, trottinettes électriques et des scooters, les collectivités locales et les gestionnaires des immeubles mettent en place les « hubs de la micro-mobilité », soit les endroits où on peut louer en libre-service tous ces modes de transports. Le projet pilote a été réalisé

hub dans les gares. La création de ces hubs permettra, entre autres, de répondre aux nouvelles obligations concernant le stationnement des e-trottinettes.



source: Rzeczpospolita du 17/05/2021

Infrastructures de transport

- Cette année, la Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) prévoit de mettre à disposition près de 350 km de nouvelles voies rapides. La plupart d'entre elles ne seront ouvertes qu'après les vacances d'été. La carte ci-dessous présente l'avancement des travaux sur les autoroutes et les voies express au 27 mai (en gris les tronçons déjà existants, en beige les tronçons en construction, en rouge les tronçons dont la mise à disposition est prévue pour 2021)

source : GDDKiA, Gazeta Wyborcza

- Malgré l'augmentation des prix des carburants et des matériaux de construction, notamment l'acier et l'asphalte, visible depuis le début de l'année, le coût de la construction d'un kilomètre de routes rapides a diminué au premier trimestre 2021. Le prix moyen de la construction d'un kilomètre de voie rapide dans les contrats signés en 2021 a diminué à 7,8 M€, contre 10,4 M€ au premier semestre de l'année dernière. La construction d'un kilomètre d'autoroute a diminué de 7,6 M€ à 6,1 M€. Au cours des trois premiers mois de 2021, la valeur moyenne des offres les moins chères par rapport au budget prévu pour les investissements par le donneur d'ordre a diminué à 71,3 %, contre 80,8 % en 2020.
- La société PKP Polskie Linie Kolejowe a annoncé un appel d'offres pour des travaux qui permettront d'augmenter encore la vitesse sur l'ensemble de la ligne ferroviaire centrale (Centralna Magistra Kolejowa). Il s'agit de travaux sur la ligne Grodzisk Mazowiecki – Zawiercie, d'une longueur de plus de 220 km. La valeur estimée des travaux est supérieure à 44,4 M€. L'appel d'offres couvre entre autres les travaux de voie, le remplacement des traverses et des fixations des rails, ainsi que l'ajustement de la caténaire sur la ligne et les connexions adjacentes et le remplacement des isolateurs de caténaire par des isolateurs renforcés. Le contractant préparera également les documents nécessaires à la certification de la première ligne en Pologne avec une vitesse de 250 km/h. Dans l'appel d'offres, le critère de qualité représente 30% du poids de l'offre, et le prix - 70%. Les entreprises intéressées peuvent soumettre leurs offres jusqu'au 17 juin 2021. La fin des travaux sur la ligne est prévue pour le 30 novembre 2023. PKP Polskie Linie Kolejowe remplacera également le système caténaire entre Radom et Tomaszów Mazowiecki sur la ligne reliant les voïvodies de Mazowieckie et de Łódzkie. Les travaux sont estimés à environ 10,2 M€. L'appel d'offres annoncé par PKP Polskie Linie Kolejowe porte sur le remplacement du système caténaire sur 40 km de voies. L'investissement est prévu pour les années 2022-2023. Les travaux permettront le passage des trains à une vitesse pouvant atteindre 120 km par heure.
- Les compagnies ferroviaires s'inquiètent de l'augmentation des prix du carburant, de l'électricité et des quotas d'émission de CO_2. Ainsi ils concluent des contrats à long terme, garantissant les prix de l'énergie. Ils veulent également créer des groupes d'achat, investir dans les ENRS et l'écoconduite pour réduire les coûts.
- Le 19 mai 2021, le Conseil des ministres a adopté une résolution sur l'établissement du programme gouvernemental de construction ou de modernisation des haltes ferroviaires pour la période 2021-2025, présenté par le ministre des Infrastructures, d'une valeur de 222 M€. En créant ce programme, le gouvernement veut accroître l'accès des communautés locales au transport ferroviaire. Les fonds seront utilisés, entre autres, pour construire ou moderniser des arrêts ferroviaires, ainsi que pour financer des projets liés au stationnement pour les voyageurs.
- Le 6 juin, la société CPK (Pôle multimodal central) a signé un contrat portant sur les travaux préparatoires de la construction du premier tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse d'une longueur de près de 140 km de long : Varsovie-CPK-Łódź. L'étude technique, économique et environnementale sera réalisée par un consortium de sociétés : IDOM, Multiconsult, Transprojekt Gdański et Arcadis. Entre Varsovie, CPK et Łódź les trains circuleront à une vitesse pouvant atteindre 250 km/h dans la première phase. Le calendrier suppose que la ligne à grande vitesse entre Varsovie Ouest et Łódź Fabryczna sera ouverte en même temps que l'aéroport, c'est-à-dire en 2027. Le contrat aboutira à l'indication du tracé recommandé de la ligne ferroviaire entre Varsovie et Łódź dans le périmètre nécessaire aux activités d'investissement.
- L'offre du consortium des sociétés Egis Poland, Egis Rail et Jaf-Geotechnika a été retenue comme la plus avantageuse dans le cadre de l'appel d'offres pour l'exécution des travaux préparatoires de la jonction ferroviaire du pôle multimodal central. Le consortium gagnant a soumis une offre s'élevant à 4,4 M€ net. Les autres offres ont été déposées par le consortium composé de Multiconsult Polska, Arcadis, Transprojekt Gdański et IDOM Inżynieria, Architektura i Doradztwo (7,3 M€ net) et Voessing Polska (7,9 M€ net). Le choix a été fait sur la base du prix (50%) et de l'expérience du personnel (les 50% restants). La mission comprend la préparation de l'étude technico-économique-environnementale pour le projet de jonction ferroviaire CPK.
- Le 13 mai, est entré en vigueur la modification de la loi concernant entre autres les décisions environnementales. Grâce à la nouvelle réglementation, les organisations écologiques et le public auront une plus grande influence sur les investissements. Ella facilitera les actions visant à bloquer le processus d'investissement. La nouvelle réglementation a été imposée par la Commission européenne, qui a reproché à la Pologne de ne pas appliquer correctement les réglementations environnementales européennes.

Bâtiment/Logement

- Au mois de mars, les promoteurs immobilier ont commencé la construction de plus de 17 800 logements, soit presque 63 % de plus par rapport à la même période de l'année précédente.

- Le coût total de la construction d'une maison d'un étage de 140 m en 2021 est d'environ 155 000 € net, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année dernière.

HONGRIE

Énergie

Gaz et électricité

- La consommation brute d'électricité était de 4,06 TWh en mars, en hausse de 3% par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la plus forte consommation d'un mois de mars au cours des cinq dernières années d'après l'autorité de l'énergie (MEKH). La production nationale d'électricité a augmenté de 3,8%, tandis que les technologies décarbonées représentaient 61% de la production totale. La production d'énergie photovoltaïque se limitait à 4,8% du total.
- Le froid inhabituel du mois d'avril a engendré une hausse significative de la consommation de gaz (à 942 M m^3 soit +26,95% par rapport à avril 2020). La consommation moyenne en avril sur les années 2018 à 2020 s'élevait à 684 M m^3.
- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner des projets facilitant la production d'électricité sans carbone. Les solutions gagnantes devront permettre de stocker de l'électricité issue de panneaux solaires pendant plus de six heures. Le financement total représentera 6 Md HUF (17,1 M €), et les subventions couvriront jusqu'à 75% des coûts de chaque projet. Les soumissionnaires auront jusqu'au 12 juin pour présenter leurs projets.
- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie lance à nouveau un appel d'offres visant à allouer des subventions destinées à promouvoir les achats de voitures électriques par des particuliers et des entreprises. L'année dernière, le gouvernement avait octroyé des subventions totalisant 6 Md HUF (17,1 M€) pour aider 1 712 soumissionnaires à acheter 2 053 véhicules.
- Dans la continuité du paquet européen « Une énergie propre pour tous les Européens » adopté récemment, l'autorité de l'énergie (MEKH) a enregistré les deux premiers agrégateurs d'électricité qui permettront de regrouper les ménages producteurs et consommateurs d'électricité, afin que ceux-ci entrent sur le marché de l'énergie. Les deux agrégateurs en question sont Agresol et Energo Hungary.
- L'autorité de la concurrence, GVH, a infligé une amende totale de 337 M HUF (962 000 €) à 10 entreprises coupables d'avoir formé un cartel de prix lors du remplacement des compteurs électriques E.ON. Entre 2014 et 2016, les entreprises s'étaient entendues sur leurs prix dans la formulation d'appel d'offres afin de se répartir les marchés de Székesfehérvár, Szolnok, Veszprém et Nagykanizsa. L'une des entreprises a accepté de coopérer avec la GVH, et a dénoncé les autres, en échange d'une réduction de 35% du montant de son amende initiale, ainsi que la renonciation à son droit de recours.
- D'après Eurostat, les prix de l'électricité ont baissé d'environ 7% au deuxième semestre de l'année 2021, par rapport au même semestre de 2019. Ceux du gaz ont stagné.
- La filiale chinoise d'Enexio Hungary (appartenant à l'électricien national MVM) a remporté un contrat de 16 M€ en Chine pour la fourniture d'un système de refroidissement d'une centrale électrique en cours de construction par Inner Mongolia Electric Power Construction Group Co. La centrale sera alimentée au charbon et sa puissance atteindra 2x1000 MW. MVM avait racheté l'année dernière la filiale hongroise du groupe allemand Enexio, laquelle comprenait deux filiales en Chine, ainsi que des brevets, dont le brevet Heller-Forgó sur lequel s'appuiera le refroidissement de la centrale en Mongolie Intérieure chinoise. Le projet sera ainsi une vitrine du savoir-faire hongrois pour MVM. Enexio Hungary sera renommée « MVM EGI Ltd. » en juillet, afin de marquer son appartenance au groupe hongrois.
- L'électricien national MVM a annoncé une hausse de son bénéfice avant impôts de 131 Md HUF (402,7 M€) en 2019 à 164 Mds HUF en 2020 (466,9 M€ avec application du taux de change moyen de l'année en cours). MVM est en pleine expansion, et a augmenté ses effectifs de 4 000 personnes pour atteindre 16 500 employés. L'entreprise est en cours d'évaluation par une agence de notation en vue d'une introduction à la bourse de Budapest en fin d'année, si le gouvernement l'autorise. D'ici quatre ans, l'entreprise aimerait réaliser le quart de son chiffre d'affaires à l'étranger, contre 17% actuellement. Le groupe cible les pays du V4 et les Balkans où des acquisitions sont en cours. Enfin, MVM veut atteindre 800 MW de capacité de production d'énergies renouvelables d'ici 2025, un objectif pour lequel 400 MW de capacité devraient être construits dans les quatre prochaines années.

Energies fossiles

- Au premier trimestre de l'année, le bénéfice net de la compagnie gazière et pétrolière MOL s'est élevé à +92,3 Md HUF (+263 M€), contre -48,4 Md HUF (-138 M€) au T1 de l'année dernière. Le groupe a notamment bénéficié de la hausse du cours des matières premières.

- Le ministre croate de l'économie Tomislav Coric a annoncé qu'il serait décidé dans les prochains mois de racheter ou non les parts que le groupe hongrois MOL détient dans le groupe pétrolier croate INA (49,2% du capital). D'après les analystes financiers, un accord sera difficile à trouver dans la mesure où le prix demandé par MOL (entre 1,5 et 2 Md €) serait trop élevé.

ENR

- ALDI va développer l'installation de panneaux solaires sur la toiture de ses magasins. Depuis trois ans, deux magasins pilotes produisaient de l'électricité solaire. Ce seront bientôt 16 magasins de plus qui en feront autant. Chaque magasin aura une puissance de production de 50 kWc. Les 18 magasins permettront de couvrir 2% des besoins énergétiques de l'entreprise.
- China National Machinery Import & Export (CMC) vient d'ouvrir un nouveau champ de panneaux solaires à Kaposvár, dans le sud de la Hongrie. Le coût total du projet est de 36 Md HUF (103,6 M€), et la capacité de production totale est de 100 MW. Il s'agit désormais de la plus grande exploitation de panneaux solaires de Hongrie (dépassant l'installation de Kapuvár), et même d'Europe de l'Est. Les nouvelles installations couvriront tous les besoins électriques de Kaposvár, et représenteront 5% des installations photovoltaïques hongroises. La société chinoise compte accroître ses investissements en Hongrie (jusqu'à 1 Md€ dans les prochaines années).
- Le Ministère de l'Innovation et des Technologies va lancer de nouvelles subventions destinées aux chauffeurs de taxi pour leur permettre d'acquérir des véhicules électriques. Un montant total de 3 Md HUF (8,6 M €) sera dédié à ce projet. La subvention par véhicule neuf s'élèvera à 45% du montant total dans la limite de 15 M HUF (43 000 €), soit 6,75 M HUF (19 000 €) au maximum. Les entreprises seront exclues du dispositif qui ne s'adresse qu'aux chauffeurs indépendants. Les véhicules devront être conservés au moins 3 ans.
- Le gouvernement a adopté sa stratégie nationale pour l'hydrogène. A terme, l'hydrogène remplacera les combustibles fossiles et permettra de réduire les émissions de CO_2 d'au moins 95 000 t/an. Grâce au stockage de l'énergie qu'il permettra, l'hydrogène devrait réduire l'indépendance énergétique du pays sans les à-coups de la production des énergies renouvelables (solaire en particulier). Il sera également utilisé dans les transports lourds. La Hongrie cherche une coopération active avec ses homologues du V4. Ce sujet sera une priorité lors de la présidence hongroise du V4 qui commencera en juillet.
- Linde Gas Hungary et MVM Energy ont signé un accord stratégique pour la mise en œuvre de projets expérimentaux sur l'hydrogène propre (bleu ou vert) dans le pays dès que possible. Les points abordés concernent : la production d'hydrogène décarboné par électrolyse, le verdissement du secteur des transports (mise en place de stations-service à hydrogène pour les camions, bus etc.), la construction d'infrastructures (utilisation du réseau de gaz naturel) et la décarbonation des usages industriels.

Nucléaire

- Le gouvernement se prépare à retirer l'agence de l'énergie atomique (OAH) du contrôle direct du gouvernement, et souhaite ainsi se mettre en conformité avec les injonctions de Bruxelles qui réclamait plus d'indépendance de l'agence vis-à-vis du pouvoir politique. Le directeur de l'agence sera toujours nommé par le Premier Ministre, mais sera désormais inamovible, même en cas de changement de majorité, et son mandat durera neuf ans (renouvelable une fois). OAH transformée en autorité administrative indépendante aura également le droit d'édicter des décrets. Le budget de l'OAH, qui relevait jusqu'ici du Ministère de l'Innovation et de la Technologie, relèvera directement du Parlement. Après la décision de mettre fin aux fonctions de Gyula Fichtinger fin avril, le gouvernement devrait annoncer prochainement la nomination d'un nouveau directeur, Szabolcs Hullán assurant l'intérim.
- Deux géologues autrichiens, Kurt Decker et Esther Hintersberger ont publié une étude intitulée « NPP PAKS II - Paleoseismological assessment of the Siting Report and the Site License with respect to fault capability », sous l'égide de l'agence de l'environnement autrichienne. Ils critiquent la fiabilité du rapport de sécurité établi par MVM, lequel affirme qu'aucun évènement sismique ne s'est produit dans cette zone depuis 100 000 ans. Les auteurs soutiennent qu'un tel évènement s'est produit plus récemment, il y a environ 20 000 ans. D'après eux, la licence d'exploitation du site de Paks-2, accordée en 2017 par l'agence atomique, ne respecterait pas la réglementation hongroise en la matière, ils demandent donc l'abandon du projet.

Environnement

- Le Ministre des Finances, Mihaly Varga, a signé le document d'adhésion de la Hongrie à la coalition des Ministres des Finances pour l'action climatique. La Hongrie participera à un échange de pratiques et de solutions appliquées dans le domaine du financement climatique. Le secrétariat de cette organisation est

géré par la Banque Mondiale. Cette coalition, créée en 2019, rassemble 61 pays et les incite à mobiliser les financements nécessaires pour mettre en place les plans d'action climatique nationaux.

- La Hongrie s'est opposée à l'extension du système communautaire d'échange de quotas d'émission (ETS) aux secteurs de la construction et des transports, car jusqu'à présent, ce sont les Etats membres qui régulent la réduction des émissions de CO_2 de ces secteurs.
- Le fabricant hongrois de produits hygiéniques Vajda Papír a émis une obligation verte de 9,9 Md HUF (28,2 M€), ce qui en fait le premier producteur industriel hongrois à entrer sur le marché des obligations vertes. Vajda Papír utilisera les fonds pour financer l'extension de son usine de Dunaföldvár avec une nouvelle unité de fabrication qui sera achevée au premier semestre 2022.
- Le bureau du procureur de Gyöngyös a ouvert une enquête sur la pollution causée par Mátrai Eromu en novembre 2019. Il a annulé ainsi une décision de police du comté de Borsod-Abaúj-Zemplén qui avait mis fin aux poursuites. Pour mémoire, l'investisseur et hommes d'affaires Mészáros avait revendu l'usine à l'Etat un mois après les faits de pollution, en décembre 2019 soit deux ans après l'avoir achetée. Le procureur devrait enquêter sur les dégâts environnementaux et sanitaires pour la région.
- Une grande quantité de déchets afflue en Hongrie par la rivière Szamos. La rivière les transporte depuis la Roumanie, située en amont, en raison d'inondations qui ont fait déborder la rivière de son lit, amenant des déchets chimiques et organiques (troncs d'arbres…). Des spécialistes de la Direction Nationale de l'Eau (OVF) sont sur place et ont partiellement bloqué le lit de la rivière avec des bateaux afin de retirer de l'eau les sédiments qui seront recyclés. 12 m^3 de déchets ont été retirés jusqu'à présent.

Transports

Transport aérien

- Le trafic aérien court et moyen-courrier est en voie de se rétablir à l'aéroport international de Budapest, les compagnies Swiss et Lufthansa ont annoncé la reprise des vols vers Zurich et Munich. Ryanair compte augmenter la cadence de ses vols vers les grandes destinations touristiques européennes à partir de juillet. L'aéroport s'attend lui aussi à une hausse significative du trafic en 2021, mais sans revenir pour autant au niveau de 2019. Dans cette perspective, l'opérateur de l'aéroport recommence à embaucher du personnel au sol (personnel de sécurité et d'information). 114 personnes viennent d'être recrutées, parmi lesquelles 75 avaient été licenciées pendant la pandémie. Une soixantaine de plus devraient rejoindre l'aéroport à court terme.
- Les vols long-courriers ne devraient pas reprendre à l'aéroport de Budapest avant l'année prochaine. En avril 2021, l'aéroport a accueilli presque 65 000 passagers, soit six fois plus qu'en avril 2020, mais vingt fois moins qu'en avril 2019. Depuis deux ans, l'aéroport a investi 60 Md HUF (171,1 M€) pour rénover l'aéroport et proposer de meilleures conditions de voyage lorsque les touristes reviendront. La construction du nouveau hall des passagers pourrait commencer en 2025.
- L'aéroport de Budapest a publié ses résultats pour l'année 2020, et annonce une perte de 110 M€. Le chiffre d'affaires s'est effondré de 65% (à 118 M€), en raison de la forte diminution du nombre de passagers (-76% sur l'année), mais il est soutenu par le trafic de fret. La direction de l'aéroport s'est facilitée pour sa résilience et sa capacité à maintenir l'activité sur ses propres ressources, grâce au réinvestissement des bénéfices de 2019. Aujourd'hui, selon la direction, l'aéroport est stable financièrement et bénéficie d'un bon niveau de liquidité.
- Après un accord le mois dernier avec le groupe chinois Henan Airport (exploitant de l'aéroport international de Chengzhou), l'aéroport de Budapest a annoncé un nouvel accord avec un aéroport chinois, cette fois situé à Shanghai (Pudong International Airport). L'annonce a été faite dans le cadre d'un forum sur la logistique et le e-commerce organisé conjointement par l'aéroport de Budapest et le consulat hongrois à Shanghai. Les deux aéroports se sont jumelés afin d'accroître les liaisons de fret et de passagers entre eux. L'aéroport de Pudong avait accueilli 76 millions de passagers en 2019, et 3,6 M t de marchandises y ont transité. Par ailleurs, au cours du forum, la compagnie chinoise Eastern Air Logistics a annoncé l'ouverture d'une nouvelle ligne de fret aérien entre Budapest et Ningbo dès la fin du mois de mai. Les capacités atteindront 30 t de fret par vol.
- Le volume de fret à l'aéroport International de Budapest a atteint 16 700 t en avril, soit une hausse de 54% par rapport à avril 2019 et de 62% par rapport à avril 2020. Au cours du premier trimestre de cette année, 56 200 t de fret ont été transportées (+30% par rapport à l'année dernière). Le volume de fret pourrait atteindre 150 000 t en 2021 d'après l'aéroport.
- L'aéroport de Budapest est actuellement détenu par trois investisseurs étrangers (un québécois, un canadien via un gestionnaire allemand et un singapourien). Le gouvernement souhaite ardemment reprendre possession de l'aéroport et revenir sur la privatisation décidée en 2005 par le Premier Ministre de l'époque, Ferenc Gyurcsány. Initialement, le contrat de concession prévoyait de céder 75% de l'aéroport

à des intérêts privés pour 75 ans. En 2011, le gouvernement a cédé les 25% que l'Etat détenait encore. A l'époque, le gouvernement affirmait que la part minoritaire de l'Etat « ne jou[ait] plus un rôle significatif dans le fonctionnement stratégique de l'aéroport de Budapest » Mais depuis peu, diverses propositions émergent pour « remagyariser » l'aéroport et le racheter à prix réduit en raison des conséquences de l'épidémie, qui l'ont durement affecté. L'été dernier, le PDG du groupe de gestion foncière Indotek, Dániel Jellinek, a fait une offre de rachat aux investisseurs actuels, qui l'ont refusée. Ce mois-ci, le PDG du groupe gazier MOL a émis l'hypothèse d'un rachat de l'aéroport international de Budapest par sa société, sans donner plus de détails. Le Ministre de l'Innovation et des Technologies, László Palkovics est officiellement chargé de négocier ce rachat depuis le 1er juin.

- L'État a entièrement acquis l'aéroport de Sármellék près du lac Balaton pendant la pandémie. L'État a acheté une participation de 90% dans la société exploitant l'aéroport, en l'achetant au gouvernement local de Hévíz dirigé par le Fidesz pour 114 M HUF (328 500€) en novembre dernier. En avril, c'était l'agence de tourisme d'État MTÜ qui avait racheté les murs à Gábor Széles pour un montant resté confidentiel. Le gouvernement mise sur le développement du tourisme intérieur cette année et souhaite mettre en valeur le lac Balaton en particulier.
- En dépit de la crise, la compagnie hongroise Wizz Air souhaite se développer en ouvrant de nouvelles routes commerciales. Wizz Air lancera 32 nouvelles liaisons vers 19 destinations depuis l'Italie à partir de juillet. Ainsi, Wizz Air reliera Rome Fiumicino à Londres, Eindhoven, Sofia, Prague, Târgu Mureș en Roumanie, Tel Aviv et Casablanca. Il s'agit de la plus grande extension de routes de son histoire, celle-ci créera 100 emplois directs, et 1500 indirects. La compagnie souhaite doubler sa présence en Italie d'ici trois ans. Dans le même temps, Wizz Air va également ouvrir une nouvelle liaison aérienne en juin depuis Budapest vers La Canée en Grèce, sur l'île de Crète. Wizz Air va rouvrir sa base à l'aéroport de Debrecen (2ème du pays) et relancer ses vols vers Londres Luton et Eindhoven aux Pays-Bas début juin.
- Airbus Helicopters a complété son investissement de 25 Md HUF (72 M€) dans une usine de pièces de haute précision en cours de construction à Gyula. Elle devrait être achevée en 2022, et emploiera 200 travailleurs qualifiés. Sa superficie atteindra 13 000 m². 20 ingénieurs ont déjà été embauchés pour travailler à l'usine et sont actuellement en train d'être formés en Allemagne et en France.

Ferroviaire

- La compagnie ferroviaire MÁV a décidé d'annuler l'appel d'offres lancé il y a un an pour la fourniture de 50 trains hybrides (alimentés par des batteries électriques), au motif de l'absence de soumissionnaires. L'appel d'offres concernait 20 trains de 200 places et 30 trains de 150 places, destinés à remplacer de vieux trains à diesel en activité depuis plus de 50 ans. Les trains auraient dû être livrés entre 2023 et 2029. Le gouvernement souhaite électrifier le réseau ferroviaire, mais se heurte à un manque d'offres de la part des constructeurs sur ce segment.
- La compagnie ferroviaire hongroise MÁV a annoncé la reprise progressive du trafic ferroviaire international à partir du 1er juin, grâce à l'amélioration de la situation épidémique. Les liaisons entre Budapest et Vienne via Hegyeshalom seront à nouveau assurées toutes les heures. Les trains vers la Suisse et Munich en Allemagne (de jour et de nuit) vont également reprendre. Dans le courant du mois de juin, la Hongrie sera à nouveau reliée à la Roumanie, à la Pologne (Cracovie, Varsovie), à la Slovaquie, à la République Tchèque, à la Serbie (via Kelebia) et à la Croatie (Zagreb).

Maritime

- Le projet touristique DANUrB + vient d'être lancé dans six pays traversés par le Danube (Slovaquie, Hongrie, Croatie, Serbie, Roumanie et Bulgarie). Le projet s'inscrit dans le prolongement de la phase de recherche qui s'est achevée il y a quelques mois. Le budget de la phase actuelle est de 2,7 M€, 19 membres, dont 6 universités sont réunies, en particulier le Département d'urbanisme de l'Université de technologie et d'économie de Budapest qui a développé le programme. Il s'agit de créer une communauté touristique entre ces pays reliés par le fleuve, et de créer une promenade culturelle européenne. Des itinéraires thématiques seront proposés aux touristes.

Routier

- Le transporteur hongrois Waberer's a enregistré un profit net de 2,7 M€ au premier trimestre 2021, contre une perte nette de 2,5 M€ l'année dernière. Malgré une chute brutale du chiffre d'affaires de 18 % (à 142,3 M€), la forte baisse des coûts (-22%) a permis d'enregistrer une amélioration du résultat. Le groupe s'est séparé d'un quart de ses effectifs et d'un quart de sa flotte de camions au cours de l'année 2020.

Urbain

- Les plans de modernisation de la ligne 1 du métro de Budapest seront bientôt achevés d'après le maire de Budapest, Gergely Karacsony, lequel a commémoré les 125 ans de l'inauguration de la ligne, laquelle est la plus ancienne du monde. Le maire souhaiterait la prolonger et la relier aux lignes de tramway 1 et 2. Par ailleurs, les rames de métro seront modernisées également. Un accord entre la municipalité et le gouvernement sera nécessaire pour accomplir le projet.
- Le plan prévoyant d'interdire la circulation automobile dans le parc de Vàrosliget de Budapest a été révélé par le directeur du Centre de développement de Budapest, Dávid Vitézy. Un appel d'offres a été lancé pour la construction d'un parking relais sur Mexikói út, afin que 1 500 automobilistes puissent y laisser leurs véhicules et emprunter la ligne de métro 1. La promenade Kós Károly, qui coupe le parc en deux, est actuellement trop encombrée par les voitures. Le parc et la place des héros seront entièrement libres de voitures et le stationnement en surface dans le parc sera interdit. Les trolleybus ne seront pas concernés par les restrictions. Dans le même temps, au nord du parc, une nouvelle voie publique et un nouveau pont de tramway seront construits au-dessus des voies de chemin de fer reliant Szegedi út dans le 13ème arrondissement à Nagy Lajos király útja dans le 14ème.
- La modernisation du quai inférieur de Pest le long du Danube débutera courant juin avec la fermeture de la section entre le pont Margit et le Parlement. La deuxième phase débutera au second semestre et permettra la modernisation de la section entre le Parlement et le quai de Belgrád, cette section sera également fermée. Les travaux seront achevés à la fin de l'année et coûteront 1,4 Md HUF (4 M€), la mairie y contribue à hauteur de 1 Md HUF (2,8 M€). La zone rénovée sera plus verte, 35 arbres seront plantés, le trottoir pour les piétons sera élargi et la vitesse sera limitée à 30 km/h.
- Le gouvernement a mis fin au stationnement gratuit dans les espaces publics des grandes villes hongroises et de la capitale. Cette mesure avait été prise face à l'épidémie du covid.
- La compagnie de transport en bus Volánbusz (filiale de l'opérateur ferroviaire public MÁV) a demandé l'autorisation au gouvernement de lancer un appel d'offres pour acheter 60 bus électriques dans le cadre du programme des « bus verts ». Ce programme vise le remplacement du parc de véhicules grâce à des subventions de 36 Md HUF (103 M€) sur 10 ans en achetant des bus électriques dans les municipalités de plus de 25 000 habitants. Si le gouvernement approuve la demande de renouvellement des 60 bus, 13 nouveaux bus seront livrés à Györ, 12 à Székesfehérvár, 11 à Zalaegerszeg, 10 à Szolnok, 8 à Szeged et 6 à Eger, où l'infrastructure d'entretien nécessaire sera également développée. Volánbusz a lancé un programme de rajeunissement de ses bus en 2018, 866 nouveaux bus propres ont été mis en service depuis lors, ayant permis d'éviter l'émission de 27 000 t de CO_2 l'année dernière. 40% du parc total d'autobus sera renouvelé d'ici 2022.
- Le gouvernement a confié la tâche de lancer le projet pilote du programme « Bus verts » au ministre de l'Innovation et de la Technologie. Ce projet vise à acheter des trolleybus pour un budget de 1,2 Md HUF (3,4 M€) et doit être achevé d'ici le 31 mars 2022.
- Le gouvernement va construire 26 km de piste cyclable dans le comté de Pest, pour un coût de 3,2 Md HUF (9,1 M€). Le financement originel sera européen, par le biais du programme opérationnel compétitivité pour la région Hongrie Centrale (VEKOP). Les municipalités suivantes en bénéficieront : Leányfalu, Nagykőrös, Dabas, Újhartyán, Csemő, Budakalász, Erdőkertes, Gödöllő et Pilisborosjenő.
- Dans un décret, le gouvernement soutient la construction d'une route cyclable touristique de Wenckheim à Békéscsaba pour 1,3 Md HUF (3,7 M€) cette année et 145 M HUF (414 000€) l'année prochaine. Dans un autre décret, le gouvernement précise que les nouveaux bus assurant un service de transport public de passagers devront être exclusivement électriques. Les bus à pile à combustible, ainsi que des trolleybus automoteurs sont autorisés également.
- Le nouveau système de vélos en libre-service MOL Bubi vient d'être relancé à Budapest par l'autorité des transports publics (BKK), après six mois d'interruption. Le processus de location a été amélioré, et les vélos eux-mêmes sont plus légers (3 kilos de moins) et plus modernes. 800 vélos sont accessibles aujourd'hui, et 400 devraient l'être à terme, dans 158 stations. Le fabricant des nouveaux vélos est l'entreprise hongroise Csepel.

Logistique

- Trans-Sped va développer un nouveau centre logistique à Nagytarcsa, près de Budapest. L'entrepôt sera destiné au e-commerce et permettra aux commerçants en ligne de délivrer facilement et rapidement leurs produits à Budapest. Le nouvel entrepôt occupera une superficie de 13 000 m² et créera 50 emplois.

Infrastructures

Ferroviaire

- Intermodalis Logisztikai a inauguré une liaison ferroviaire qui reliera un terminal logistique intermodal situé près de Fenyeslitke (proche des trois frontières hongro-slovaco-ukrainienne). Le terminal s'appellera East-West Gate, et coûtera 30 Md HUF (86,4 M€), et traitera 1 M d'Équivalent Vingt Pieds (EVP) par an d'ici le début de l'année prochaine. Il aura vocation à faciliter le transfert de marchandises entre l'Europe et l'Asie (en particulier la Chine).

Maritime

- Le cabinet de consulting Pricewaterhouse Coopers a remporté l'appel d'offres auprès de la société publique à projet Adria Port pour conduire une étude de faisabilité sur le projet gouvernemental de créer un terminal sur le port de Trieste, moyennant un coût de 445 000 €. Les autres soumissionnaires étaient BDO Magyarország, Deloitte, Ex Ante, Trenecon et TSPC. Ernst & Young a été écarté car son offre a été invalidée.
- La compagnie autrichienne Strabag a lancé la construction d'un terminal de ferry à Neszmely (en Transdanubie centrale au nord-ouest de la Hongrie). La ligne de ferry reliera Neszmely à Radvannad Dunajom en Slovaquie en transportant 172 véhicules par jour ainsi que des piétons et des cyclistes, leur évitant un détour de 40 km pour atteindre le pont le plus proche sur le Danube. Des financements européens couvrent 85% du coût du projet, qui atteint 1,8 Md HUF (5,1 M€).

Routier

- Le développeur d'infrastructures publiques NIF a annoncé un appel d'offres pour la conception de l'extension de l'autoroute M9 à partir d'une route à deux voies entre les routes n ° 53 et 54 dans le sud de la Hongrie. 35 km de routes doivent être transformées en voie rapide à quatre voies. Les soumissionnaires ont jusqu'au 3 juin pour soumettre leurs propositions, la qualité et le prix compteront pour moitié dans l'évaluation des projets.

Urbain

- Mészáros és Mészáros, filiale du groupe Opus a remporté trois contrats liés à l'eau, pour un montant total de 31,3 Md HUF (89,3 M€). Un projet concerne le réseau d'assainissement à Szeged (8 Md HUF – 22,8 M€) et deux autres à Tatabanya pour un réseau d'eau potable (23,3 Md HUF – 66,5 M€).
- Les entreprises de construction Swietelsky Magyarország et OMS Hungária ont remporté l'appel d'offres pour la refonte de l'installation de traitement des eaux usées de Cegléd auprès du bureau du programme de développement de l'État NFP, pour un montant de 7,5 Md HUF (21,6 M€), alors que le montant cible de l'installation était initialement de 4,3 Md HUF (12,4 M€). Le projet est financé à l'aide de fonds européens.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Energie

- La recommandation de la Commission charbon sur la date de sortie du charbon en 2038 a été débattue par le gouvernement tchèque le 24 mai, qui a pris acte de cette recommandation mais sans l'approuver, tout en lui demandant de continuer à évaluer les conditions, les instruments et les impacts d'un arrêt de l'utilisation du charbon avant 2038. Le ministre de l'industrie et du commerce, M. Karel Havlíček, a ainsi déclaré : « C'est un compromis équilibré, le gouvernement ne change pas les conclusions de la Commission charbon et respecte sa recommandation dans laquelle une sortie en 2038 est jugée réaliste, mais des mesures supplémentaires doivent être prises telles que la création de nouvelles ressources, une évaluation périodique et les impacts économiques. » Ces nouvelles évaluations seront discutées à la fin de l'année, après les élections législatives d'octobre. Pour mémoire, la date de 2038 continue à faire débat, puisque de nombreux membres du gouvernement (7 sur 14) soutiendraient un scénario de sortie du charbon plus rapide, en 2033. Cette option est également défendue par les organisations pro-environnementales ainsi que des institutions scientifiques.
- Škoda JS, la plus grande entreprise tchèque de la filière nucléaire, s'attend à coopérer avec le gagnant de l'appel d'offres pour la construction du nouveau réacteur de Dukovany. L'entreprise met en avant son savoir-faire local dans la construction de pièces de l'îlot nucléaire, de turbine ou de générateur par exemple et souhaite également inclure dans le contrat, si elle coopère avec le gagnant, un transfert de savoir-faire à plus long terme sur la maintenance de la centrale.

- Le groupe minier OKD, seul producteur de houille en République tchèque, a extrait 1Mt de houille depuis le début de l'année. L'exploitation des mines de ČSA et à Darkov s'est arrêtée fin février et les prévisions pour l'ensemble de l'année tablent sur l'extraction d'1,8 Mt. Cela représenterait ainsi une nouvelle diminution de la production de houille après le net recul de 37,6% de la production enregistré en 2020 (à 2,1 Mt). Pour mémoire, seules les mines de ČSM-nord et de ČSM-sud restent en exploitation, laquelle devrait prendre fin au plus tôt à la fin de l'année prochaine.

Transports et Infrastructures

Ferroviaire

- Les ministres des transports de l´Allemagne, de la République tchèque et de l´Autriche ont signé un mémorandum pour une liaison ferroviaire plus rapide entre Vienne, Prague et Berlin, la « Via Vindobona », qui permettrait de relier les trois capitales (800 kms) en quatre heures, soit une réduction de plus de moitié du temps de trajet actuel (9 heures). La liaison est prévue dès 2025, une fois la LGV Prague-Dresde y compris le tunnel sous les monts Métallifères mis en service. La liaison via Dresde et Prague fera partie d'un réseau européen de nouvelles liaisons ferroviaires, y compris des trains de nuit.
- La direction de l'opérateur ferroviaire national Český dráhy (Chemins de fer tchèques) a entamé le dialogue avec les syndicats sur l'un des plus grands changements de structure organisationnelle de l'histoire de l'entreprise. Il en résulterait une simplification de la gestion et le licenciement de 30% des cadres. Le changement fondamental est la mise en place de trois divisions autonomes, qui seront chacune divisées en trois secteurs géographiques identiques. La division la plus importante sera celle du transport de voyageurs, qui emploiera environ 10 000 salariés, notamment des agents de manœuvre, des conducteurs de train ou le personnel d'accompagnement. La deuxième division « ČD Servis » s'occupera de la maintenance et des réparations. La troisième sera chargée de la gestion des actifs fonciers et des gares. Ivan Bednárik, président du conseil d'administration de Český dráhy depuis peu, a martelé que « si ČD ne veut pas perdre un cinquième du marché en l'espace de deux ans, il est inévitable de mettre en place la nouvelle structure organisationnelle le 1er juillet, afin qu'elle soit plus agile et qu'elle permette de réaliser des économies sur les coûts salariaux. » Pour rappel, la République tchèque gère dorénavant son trafic régional par appel d'offres, en droite ligne avec le quatrième paquet ferroviaire et les trains longue distance sont ouverts à la concurrence depuis 2012. Le fret n'est pas concerné par cette réforme puisque ČD Cargo est déjà une filiale depuis 2007, appartenant à 100% à Český dráhy. Des changements majeurs affecteront par contre la division de la maintenance de l'opérateur qui commencera à offrir les services de ses dépôts et ateliers à d'autres transporteurs, autrement dit de s'ouvrir à la concurrence. Ainsi, Český dráhy espère rentabiliser ces centres, les développer, notamment en les spécialisant par niveau de réparation (ordinaire ou plus complexe) ou en créant des centres de compétences selon le type de véhicule.
- La vente d'environ 40 M m^2 de terrains correspondant aux emprises ferroviaires, aujourd'hui propriété de Český dráhy, au gestionnaire d'infrastructures ferroviaires Správa Železnic devrait être actée d'ici la fin de l'année. La transaction est en effet destinée à corriger des erreurs commises lors de la séparation des activités de gestionnaire d'infrastructures et d'opérateur ferroviaire en 2003, lorsque Český dráhy s'est retrouvé avec un certain nombre d'actifs qui devaient revenir au gestionnaire. La vente s'effectuera au travers du ministère des transports qui a récemment demandé par l'intermédiaire de l'Office de protection de la concurrence une consultation auprès de la Commission européenne afin de s'assurer que cette vente ne soit pas considérée comme une aide publique non autorisée. Le montant exact de la transaction n'a pas été révélé par les autorités respectives.
- La municipalité de Prague s'est associée à l'initiative de la région de Liberec, de la Saxe et de la voïvodie de Basse-Silésie polonaise invitant les autorités tchèques à investir dans la construction d'une ligne à grande vitesse reliant Prague-Mlada Boleslav (siège de Skoda Auto) -Liberec et Görlitz qui devrait suivre le tracé de l'autoroute D10. Un mémorandum de coopération sur la préparation de la LGV et sur son intégration dans le réseau RTE-T sera signé très prochainement par les régions de Liberec et de Bohême centrale, les villes de Liberec, Jablonec et Mlada Boleslav pour la partie tchèque, côté allemand par la Saxe, les villes de Zittau et Görlitz et, côté polonais, par la voïvodie de Basse-Silésie et les villes de Jelena Góra et Zgorzelec. La demande conjointe sera envoyée au ministère tchèque des transports. Toutefois, le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires n'envisage que la modernisation de la ligne existante. De surcroit, la ville de Pilsen plaide, elle aussi, pour être raccordée à Prague et à Munich par une ligne grande vitesse de 320 km\h et non seulement par une ligne conventionnelle modernisée à une vitesse de 200 kms\h. Cette demande ne reçoit pas, elle aussi, les soutiens du gestionnaire ferroviaire tchèque et des autorités bavaroises.
- Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire, la région de Bohême centrale a décidé de ne pas recourir à l'option d'une prolongation de 5 ans du contrat actuel en vigueur jusqu'en 2029 avec

l'opérateur national České dráhy mais lancera un appel d'offres pour l'exploitation des liaisons sur les principales lignes au départ de Prague vers les principales villes de la région de Bohême centrale (Kolín, Benešov, Beroun, Kladno, etc.) Dans le cadre de cet appel d'offres qui sera lancé conjointement avec la ville de Prague, au total 83 nouveaux trains électriques devraient être achetées par l'opérateur retenu.

- Le chiffre d'affaires du groupe Škoda Transportation, le plus grand fabricant de matériel roulant d'Europe centrale, a augmenté en 2020 de 11,3% en un an à 11,03 Md CZK (417 M€). Grâce à de nouveaux contrats pour des véhicules ferroviaires et à roues, ainsi que pour l'équipement électrique, la modernisation et la réparation de véhicules, le carnet de commandes de Škoda est rempli pour environ 3 ans et atteint une valeur totale de 68,7 Md CZK (2,6 Md€). En 2020, le groupe a investi près de 2 Md CZK (75 M€) dans la recherche et le développement et a créé plus de 600 nouveaux emplois grâce à l'élargissement de la production dans ses sites.

Aérien et spatial

- L'aéroport de Prague envisage de contracter un prêt-cadre d'un montant de 7 Md CZK (0,26 Md€) pour financer ses engagements actuels et son développement durable futur et a lancé une procédure d'appel d'offres pour le fournisseur de ce prêt. La direction de l'aéroport espère obtenir des conditions de financement favorables, prenant en compte la stabilité financière à long terme de l'entreprise, sa note de crédit avec un faible risque au niveau Aa3 avec des perspectives stables et les résultats économiques des années précédentes affichant une croissance régulière. Pour les projets prévus, l'aéroport souhaite procéder conformément aux principes d'une entreprise durable, reconnus par les banques tchèques. Ainsi, outre les rapports financiers et économiques, l'aéroport soumettra aux banques les informations sur l'approche de l'aéroport en matière d'écologie ou de l'entreprenariat socialement durable.

Urbain

- Un ambitieux projet de « mobilité d'avenir » est actuellement porté par la ville de Pilsen. L'objectif est de parvenir à un écosystème intelligent de transport avec des tramways autonomes qui devraient être opérationnels d'ici 2027, des intersections et arrêts intelligents, etc. Ce projet est mené par différents acteurs de la région (la ville de Pilsen, ses entreprises de transports publics, O2 République tchèque, INTENS Corporation, Skoda Transportation, Skoda Digital, filiale créée en 2018 pour développer des systèmes autonomes et l'université de Bohême de l'ouest) dans le cadre de l'initiative du ministère de l'industrie et du commerce « 5G pour 5 villes ». L'installation de la 5G est une condition sine qua non pour le déploiement de ce dispositif et une transmission plus rapide et sécurisée des données.

Environnement

- CEZ a présenté le 20 mai en conférence de presse son plan d'avenir « Clean Energy of Tomorrow »/ VISION 2030. Plusieurs objectifs ont ainsi été mis en avant par CEZ tels qu'un portefeuille de production à faibles émissions d'ici 2030, la neutralité carbone d'ici 2050, ou encore l'ambition du groupe de devenir le chef de file du développement durable en République tchèque et en Europe centrale. Pour cela, plusieurs mesures sont prévues :
    1. Une baisse de la part de l'électricité produite à partir du charbon de 40 à 25% dans le mix-énergétique en 2025 et à seulement 12,5% en 2030, en remplaçant le charbon par des sources d'énergies propres (objectif de 6 000 MW d'ici 2030).
    2. Le développement des énergies renouvelables (surtout photovoltaïques) pour une capacité installée de 1,5 GW en 2025 et un total de 6 GW pour 2030.
    3. Le nucléaire comme partie intégrante de la transition neutre en carbone, notamment avec la construction d'une nouvelle unité nucléaire à Dukovany.
    4. Le développement de l'électromobilité, CEZ projetant d'installer et de gérer au moins 800 stations publiques de recharge d'ici 2025.
    5. Le développement des réseaux et produits intelligents permettant aux ménages d'économiser de l'énergie et de réduire leurs émissions.
    6. Le développement de la digitalisation des services du groupe et l'accompagnement des employés en les aidant dans la requalification de leurs tâches et dans l'acquisition des nouvelles technologies.
- À l'occasion du Conseil européen du 25 mai, le Premier ministre tchèque Andrej Babiš s'est entretenu avec son homologue polonais Mateusz Morawiecki au sujet de la mine de Turów dont l'exploitation - que la Pologne souhaite poursuivre jusqu'en 2044 - nuirait non seulement à la qualité de l'air et aux réserves d'eau souterraines dans les régions frontalières, mais aussi aux relations entre les deux pays. Malgré l'ordonnance en référé de la Cour de justice de l'UE, la Pologne n'a pas l'intention de fermer la mine de

Turów. Mateusz Morawiecki a néanmoins ajouté que la Pologne entendait dialoguer avec la République tchèque voisine, qui avait saisi la Cour de justice de l'UE pour obtenir en urgence l'arrêt de l'exploitation de la mine. Selon A. Babiš, la République tchèque ne retirera pas sa plainte. La décision de la justice européenne n'est pas définitive et l'affaire doit encore être examinée sur le fond, plus tard.

- Le gouvernement tchèque a approuvé une proposition de répartition des crédits du Fonds pour une transition juste entre les régions d'Ústí nad Labem, de Karlovy Vary et de Moravie-Silésie. Un total de 41 Md CZK (1,6 Md€) sera disponible pour les trois régions structurellement affectées par le déclin de l'extraction et de l'utilisation du charbon. Cet argent est destiné à atténuer les effets socio-économiques de la récession, par exemple à réduire le chômage, soutenir les restructurations, mais aussi à restaurer le paysage dévasté. Le ministère de l'environnement, en coopération avec le ministère du développement régional, a mis au point une méthodologie d'allocation de ces fonds évaluant la situation actuelle dans les différentes régions et a décidé que la région de Karlovy Vary recevrait 6,3 Md CZK (247 M€), celle d'Ústí nad Labem 15,8 Md CZK (620 M€) et la Moravie-Silésie 18,9 Md CZK (740 M€).
- Le prix de l'électricité échangée sur la bourse de l'énergie de Prague (PXE) a atteint son plus haut depuis plus de deux ans, le mégawattheure étant passé en mai à 60 € (1.600 CZK) contre 40 € (1.000 CZK) en novembre 2020. L'augmentation des prix de l'électricité reflète directement l'augmentation des prix des quotas d'émissions, qui sont actuellement vendus autour de 50 €/t (contre 25 €/t en novembre 2020).
- Lors d'une conférence en ligne sur l'énergie solaire en République tchèque le 25 mai, le vice-Premier ministre et ministre de l'industrie et du commerce Karel Havlíček a déclaré que les énergies renouvelables disposeront d'environ 100 Md CZK (3,8 Md€) au cours des sept prochaines années (notamment du Fonds de modernisation et du PNRR). Il a également rappelé que, au total, entre 2010 et 2030, 1.000 Md CZK sont destinés aux énergies renouvelables, dont 570 à 580 Md CZK (21 à 22 Md€) pour les centrales solaires.

Déchets

- Un centre européen de recherche et de développement pour les biotechnologies et les technologies de l'économie circulaire (production durable à long terme avec un minimum de déchets) sera établi à Ostrava. Le centre appelé Hydal Research and Development (DRHC) sera construit d'ici un an et demi par NAFIGATE Corporation en coopération avec la société Vítkovice. Il se concentrera sur la production de machines d'emballages écologiques pour l'alimentation ou les cosmétiques.

Fonds européens

- Le conflit d'intérêts du Premier ministre Andrej Babiš est toujours visé par les parlementaires européens. Dans un projet de résolution adopté le 26 mai par 26 voix pour, aucune contre et 4 abstentions, la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, déjà auteur de deux rapports liés à l'influence du Premier ministre Babiš sur les médias et le système judiciaire tchèques, appelle la Commission européenne à traiter ce conflit d'intérêts. Les eurodéputés indiquent dans un communiqué souhaiter que toute violation présumée de l'État de droit fasse l'objet d'une enquête et, en cas de confirmation, que le mécanisme de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union soit activé. Les parlementaires trouvent inacceptable que le Premier ministre tchèque ait participé, et participe toujours activement, aux négociations du Conseil sur le budget et les programmes de l'UE, notamment aux négociations sur la politique agricole commune, tout en continuant à recevoir des paiements agricoles de l'UE via les sociétés du groupe Agrofert. Alors que la police tchèque a de nouveau recommandé au parquet, le 31 mai, d'inculper Andrej Babiš pour fraude dans l'affaire dite du Nid de cigogne, Agrofert a parallèlement informé que le Premier ministre sera enregistré dans le répertoire ad hoc comme bénéficiaire effectif du groupe et de ses nombreuses filiales, tout en indiquant qu'Andrej Babiš ne dirige pas le groupe et n'exerce aucune influence sur celui-ci.

SLOVAQUIE

Energie

Electricité

- Selon les données d'Eurostat, au deuxième semestre 2020, le prix de l'électricité en Slovaquie facturé :
  - au client résidentiel (2 500 kWh < Consommation < 5 000 kWh) s'est établi à 17,24 € / 100 kWh, en hausse de 8,8 % en glissement annuel, contre un prix moyen dans l'UE de 21,34€ / 100 kWh, en baisse de 1,6 %. Les taxes et les prélèvements ont représenté 35,8 % du prix (40 % en moyenne dans l'UE). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix de l'électricité facturé au client

résidentiel a été de 21,90 €/100 kWh, c'est-à-dire 0,42 €/100 kWh supérieur à la moyenne européenne,

- au client non résidentiel (500 MWh < Consommation < 2 000 MWh) s'est établi à 15,79 € /100 kWh contre un prix moyen dans l'UE de 15,25 €/100 kWh, en hausse de 5 %. Les taxes et les prélèvements ont représenté 38,5 % du prix (46,1 % en moyenne dans l'UE). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix de l'électricité facturé aux clients non résidentiels s'est établi à 20,05 €/100 kWh, c-à-d 4,23 € /100 kWh supérieur à la moyenne européenne.

- Mi-mai, le ministère de l'Economie a signé un accord sur la baisse de la consommation d'électricité avec les 21 plus grands consommateurs (raffinerie Slovnaft, l'usine de papier Mondi, usines métallurgiques US Steel Kosice, Zeleziarne Podbrezova et OFZ, constructeur automobile Volkswagen, mines Hornonitrianske bane Prievidza, société de gaz SPP et SPP – distribucia, usine d'aluminium Slovalco à Ziar nad Hronom, producteur d'engrais Duslo appartenant au premier ministre tchèque Babis, sociétés de distribution d'électricité en Slovaquie centrale (SSE) et orientale (VSE), société de transport du pétrole Transpetrol etc.…). Le ministre de l'Economie Richard Sulik rappelle que la consommation d'électricité a baissé ces dernières années et les autorités s'efforceront de maintenir cette tendance. Une baisse de consommation est notamment nécessaire dans le cadre de la hausse des prix du système d'échange de quota de CO_2. Selon le secrétaire d'Etat, Karol Galek, l'intensité énergétique des entreprises a diminué de 51 % en 15 ans (2000 – 2015) grâce à la signature d'accords similaires et l'objectif fixé par Bruxelles a été dépassé de 19%. M. Galek souligne par ailleurs que l'intensité énergétique en Slovaquie est aujourd'hui la plus basse de tous les pays du V4 et que les entreprises pourront bénéficier dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027 de fonds européens à hauteur de 120 M€ pour augmenter leur efficacité énergétique.
- Slovenske elektrarne, principal électricien du pays, qui fournit de l'électricité à 95 % sans émissions du CO_2, est entré sur la liste établie par le Financial Times des 300 meilleurs leadeurs climatiques en Europe (qui ont baissé leurs émissions de façon marquante pendant les années 2015-2019). Slovenske elektrarne qui fait partie d'une vingtaine de sociétés énergétiques européennes est le seul sur la liste à être basé en Europe de l'Est. Ses émissions de CO_2 étaient de 152g/ kWh en 2015 puis de 106,7g/ kWh en 2019 grâce à son mix énergétique comprenant une part importante d'énergie nucléaire et hydraulique.

Gaz

- La société semi-publique Nafta contrôlée par le groupe tchèque EPH et spécialisée dans le stockage, l'exploration et l'extraction de gaz a obtenu début mai l'exclusivité de l'exploration et l'extraction des hydrocarbures dans la région d'Oujhorod en Ukraine, ville située à la frontière avec la Slovaquie. Elle était active sur ce projet depuis 2016 grâce au partenariat avec Cub Energy. Aujourd'hui, l'acquisition de la licence exclusive sur 300 km² permettra à la société Nafta un développement plus flexible de ses activités ainsi que de ses investissements. Pour mémoire, elle a réalisé en 2020 un CA à hauteur de 177,5 M € et un profit à hauteur de 78,5 M€. L'extraction de gaz sur le territoire slovaque est une longue tradition (depuis 105 ans) mais en fort déclin ces dernières années. Le volume baisse progressivement depuis 2017 (90 Mm^3 de gaz en 2017, 86 M m^3 en 2018, 75 M m^3 en 2019 et 65 M m^3 en 2020) et la Slovaquie est aujourd'hui pratiquement dépendante à 100 % de ses importations.
- Selon les données d'Eurostat, au deuxième semestre 2020, le prix du gaz facturé au client :
  - résidentiel (20 GJ < Consommation < 200 GJ) s'est établi à 4,8 € / 100 kWh, en légère baisse de 0,2 % en glissement annuel contre un prix moyen dans l'UE de 6,98 € / 100 kWh, en diminution de 3,1 %. Les taxes et les prélèvements ont représenté 16,7 % du prix (contre 31,8 % en moyenne dans l'UE). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix du gaz facturé aux ménages a ainsi atteint 6,09 € / 100 kWh, soit 0,89 € / 100 kWh inférieur au prix moyen européen,
  - non résidentiel (10 000 GJ < Consommation < 100 000 GJ) s'est établi à 3,83 € / 100 kWh, en chute de 10,7 % contre un prix moyen dans l'UE de 3,33 € / 100 kWh, en chute également de 10%. Les taxes et les prélèvements ont représenté 20,1 % (contre 28,8 % dans l'UE). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix du gaz facturé aux clients non résidentiels a ainsi atteint 4,87 € /100 kW, soit 1,41 € /100 kWh supérieur au prix moyen européen.

Nucléaire

- Le 13 mai 2021 constitue un tournant pour la centrale de Mochovce : l'Autorité de sûreté nucléaire a en effet délivré l'autorisation d'exploiter le troisième bloc nucléaire. En l'absence d'objections (qui pourrait retarder de 4 mois le processus), Slovenske elektrarne pourrait commencer à exploiter le troisième bloc dans sept semaines, ce qui aura comme conséquence pour SE une hausse de sa production d'électricité de 22 %, passant ainsi de 17 TWh à 21 TWh, et de ses revenus de plusieurs centaines M€ lui permettant

de rembourser ses dettes et de diminuer la pression de la part des banques qui financent les travaux de construction. Ainsi, Slovenske elektrarne, aujourd'hui la société slovaque la plus endettée deviendrait l'une des sociétés les plus profitables dans le pays. Si le lancement du troisième bloc est crucial pour la santé financière de Slovenske elektrarne, le quatrième bloc apportera d'immenses bénéfices aux actionnaires – l'Etat (34 %) et EPH (66 %) - puisqu'ENEL sortira de Slovenske elektrarne une fois les travaux sur le quatrième bloc finis.

Pour mémoire, la construction du troisième et du quatrième bloc nucléaire à Mochovce avait commencé en 1987 puis suspendue au moment de l'ouverture du pays. L'entrée au capital du groupe italien ENEL en 2006 (66 % des actions) au sein du principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, avait alors permis la reprise des travaux de construction en 2008. Selon ENEL, le budget initial était de 2,8 Md€ et les travaux de construction devaient s'achever en 2012 pour le troisième bloc et en 2013 pour le quatrième bloc. Mais, Slovenske elektrarne, malgré la présence d'ENEL, n'a pas été en mesure de finaliser dans les temps les travaux qui se sont prolongés de dix ans pour un budget estimé aujourd'hui à 6,2 Md€, entrainant une dégradation des relations entre les autorités publiques et le groupe italien ENEL. Ce dernier a alors commencé sa sortie de Slovenske elektrarne en 2016 en vendant au groupe tchèque EPH la moitié de ses actions. L'achèvement des travaux du troisième bloc est un fait marquant et un signal pour toute l'industrie slovaque, comme par exemple pour l'usine US Steel à Kosice (à l'Est du pays), qui devrait en tirer avantage pour investir dans des fours à arc électriques afin de remplacer les vieux fours à charbon.

ENR

- Au premier trimestre 2021, les consommateurs d'électricité ont soutenu la production d'électricité verte (1,4 M MWh) à hauteur de 82 M€, soit légèrement moins que les prévisions de l'Autorité de régulation (98 M€ pour une production de 1,5 MMWh). L'Autorité de régulation a prévu pour 2021 un soutien à hauteur de 398 M€ contre 467 M€ en 2020 mais l'évolution actuelle des prix du marché évalue le soutien en 2021 plutôt à hauteur de 334 M€.

Transports

Transport routier

- La société allemande, Arriva, a remporté l'AO face au consortium franco-slovaque Slovak Lines (filiale de promoteur immobilier HB Reavis) et à TD Transport (filiale de Transdev) pour assurer les transports par bus dans la région de Bratislava pendant 10 ans à partir de novembre 2021. Arriva opère déjà dans les régions et/ou les municipalités de Nitra, de Trnava, de Zilina et de Kosice. Le nouvel opérateur doit assurer le fonctionnement de 62 lignes et réaliser 14,5 M km/an.

  Pour mémoire, la valeur estimée de ce marché était de 389 M€, mais la région de Bratislava n'a pas encore dévoilé le montant de l'offre proposée par Arriva. Si aucune objection n'intervient, Arriva devra trouver un accord avec le groupe immobilier HB Reavis qui détient la principale gare routière dans la capitale.
- Début mai, la mairie de Nitra a choisi, parmi trois sociétés, Transdev Morava du groupe français Transdev pour assurer pendant 10 ans le transport municipal de la ville.
- L'appel d'offres relatif au nouveau système de péage a pris à nouveau du retard (voir aussi la veille mensuelle d'avril). Le délai pour déposer les offres a été reporté pour la deuxième fois par la Société nationale des autoroutes. Ce report du 14 mai au 14 juin est dû aux objections concernant les conditions et le cahier des charges de l'AO, examinés à l'heure actuelle par l'Autorité des marchés publics. Pour mémoire, le contrat avec l'opérateur actuel, la société SkyToll, arrivera à échéance en 2022. Mais SkyToll, a réussi à gagner le contrat pour 15,7 M€ des vignettes autoroutières en Slovénie. Elle sera chargée de la mise en place du système de paiement des vignettes autoroutières numériques et fournira l'assistance technique pendant cinq ans.
- Le gouvernement a validé le 12 mai le plan stratégique en matière d'infrastructures routières. Contrairement au passé où la planification des projets routiers répondait aux décisions politiques, ce document classe pour la première fois les projets en quatre groupes selon des critères objectifs: la rentabilité, le niveau de préparation, la disponibilité des ressources financières. Et le ministre cherche à signer un MoU avec d'autres partis politiques même de l'opposition afin d'assurer le respect de cette liste au-delà du mandat du gouvernement actuel.
  - Le premier groupe de projets comprend les secteurs déjà en construction et dont la finalisation n'est pas remise en cause. Ces projets devraient être finalisés dans les années 2022-2023. Il s'agit notamment des tronçons sur la principale autoroute D1 qui relie la capitale à l'ouest avec la deuxième ville du pays à l'est.

- La deuxième liste comporte les projets dont la construction va bientôt commencer. Pour ces projets l'AO a été déjà lancé ou le sera très prochainement pour la mise en travaux pendant les années 2022-2025.
- Le troisième groupe est composé des projets planifiés mais devant encore faire l'objet d'une étude de faisabilité. Cette étude doit notamment indiquer si les estimations de rentabilité sont correctes et si cette construction est réellement nécessaire. Il s'agit en particulier des projets dans la région de Bratislava dont par exemple l'élargissement à 4 voies dans chaque direction de l'autoroute D1 près de Bratislava. On y retrouve aussi les investissements massifs dans les routes nationales pour un montant de 200 M€/an sur la période 2022-2026.
- Enfin, le quatrième et dernier groupe classe les projets en fonction des ressources financières qui resteront à disposition. Le ministère des Transports dispose approximativement de 800 M€/an (0,8 % du PIB). La plus grande partie est déjà dédiée aux projets des trois premiers groupes. Pour le reste, il sera partagé entre les tronçons routiers qui ont, selon le ministère des Transports et le ministère des Finances, le plus grand bénéfice économique. Ces projets pourraient commencer dans les années 2024-2025.

- Dopravny podnik Bratislava, DPB, société municipale de transport urbain a signé un contrat de 17,8 M€ avec la société turque Otokar qui avait remporté l'AO lancé en 2019 pour la livraison de 70 bus face à l'offre tchèque (SOR Libchavy), polonaise (Solatis) et allemande (Mercedes-Benz).

Transport ferroviaire

- Les autorités publiques ont du mal à libéraliser les lignes ferroviaires ; Elles n'ont pas réussi à intéresser les entreprises lors du lancement du premier AO à l'automne 2019 et du deuxième en juillet 2020 relatifs à l'exploitation de la ligne ferroviaire Bratislava – Komarno (100 km), dont la délégation de service public doit être renouvelée à partir du 1er janvier 2023. La première délégation avait été octroyée à la société privée tchèque, RegioJet, en 2012. Le contrat avec RegioJet étant arrivé à échéance, la ligne est actuellement exploitée à nouveau par des sociétés ferroviaires publiques (slovaque et autrichienne). Pour les lignes Bratislava – Komarno et Zilina – Rajec (voir la veille mensuelle d'avril), les AO lancés par le ministère des Transports ont échoué (aucune société privée n'a présenté d'offres) et ont été au final annulés. Selon le ministre Dolezal, certaines raisons objectives telles que les délais trop courts pour déposer les offres, le délai de 2 ans pour livrer les trains et assurer le fonctionnement, ou même les autres conditions de l'AO ont pu décourager les entreprises. La société tchèque RegioJet a, quant à elle, pris la décision de ne pas participer à cet AO ni même à tous les autres, et seule la société ferroviaire publique slovaque ZSSK a proposé un prix trop élevé pour le ministère pour la ligne Bratislava – Komarno. Le ministre procédera donc à des négociations directes pour un contrat de dix ans avec les différentes sociétés ferroviaires intéressées et publiera les différentes offres pour respecter les règles européennes.
- Le ministre de l'Economie, M. Richard Sulik, souhaite promouvoir les technologies de l'hydrogène en Slovaquie. Selon lui, l'hydrogène peut être notamment déployé comme combustible alternatif pour les poids lourds, les bus et les trains. Dans ce contexte, ZSSK, société ferroviaire publique chargée du transport de passagers, oriente un de ses projets vers cette technologie de l'hydrogène dont le potentiel est jugé très important sur les lignes qui ne sont pas électrifiées, notamment le secteur entre Nove Zamky et Prievidza (115 km). La construction d'un dépôt pour les locomotives à l'hydrogène est envisagée à Prievidza (47 000 habitants). Selon ZSSK, cette ligne ferroviaire est idéale pour les trains à hydrogène car elle comprend 39 gares, les trains devant ainsi freiner peu après chaque démarrage. L'électrification de cette ligne serait très coûteuse (1-1,5 M€/km) et pourrait atteindre 150 M€. Le projet de déploiement de trains à l'hydrogène devrait durer jusqu'à fin 2026. La première phase consiste à analyser comment modifier la propulsion des trains qui roulent actuellement sur cette ligne ainsi que sur les modalités de financement. Aujourd'hui, ZSSK utilise depuis 5 ans 12 locomotives diesel fabriquées par la société privée slovaque ZOS Vrutky et financés sur fonds européens. La seule solution est de transformer deux de ces locomotives en service. Ces deux prototypes serviraient de test afin d'ajuster la technologie à hydrogène et l'infrastructure. D'après ZSSK, les tests sur ces deux nouvelles locomotives à l'hydrogène pourraient commencer en 2025. ZSSK veut s'inspirer de l'expérience française lorsque le groupe Alstom a transformé son modèle iLint. ZSSK envisage aussi de démonter le moteur diesel pour le remplacer par un électromoteur et d'équiper ces deux locomotives de batteries emmagasinant l'énergie produite par récupération au moment de freinage. Les piles à combustibles et les réservoirs d'hydrogène sous pression seront placés sur le toit du train.
  ZSSK participe ainsi - au travers de ce projet - à l'IPCEI européen : l'Agence slovaque de l'innovation et de l'énergie a également envoyé 14 autres projets à Bruxelles. ZSSK a aussi d'autres possibilités de financement, notamment les ressources du Fonds de la « transformation juste » puisque le train passe par une région minière. Ce fonds comprend 459 M€ qui peuvent être utilisés pour la relance économique de la région, pour la création de nouveaux emplois, et pour améliorer la qualité de l'air.

- Zeleznicna spolocnost Slovensko, ZSSK, société ferroviaire publique chargée du transport de passagers construira un nouveau centre de maintenance de ses wagons à Humenne (à l'Est du pays, 34 000 habitants). Selon le secrétaire d'Etat au ministère des Transports, M. Jaroslav Kmet, ce centre permettra d'améliorer la qualité du nettoyage, de la maintenance, des contrôles techniques et des petites réparations. Il s'agit d'un investissement de 30 M€ à partir des fonds européens qui créera 57 nouveaux emplois. Les travaux de construction à Humenne devraient débuter en juillet 2021. ZSSK construira d'autres centres à Nove Zamky (sud, 39 000 habitants) et Zvolen (centre, 43 000 habitants), et réfléchit en outre à faire de même à Kosice et Zilina.

Transport aérien

- L'aéroport de Bratislava se trouve en difficultés financières depuis plusieurs années. L'année 2008 a été la dernière pour l'aéroport à voir un profit (0,8 M€) ; depuis, le montant des pertes cumulées s'établit à 61 M€. La pandémie a significativement touché le fonctionnement de l'aéroport. Selon les données préalables en 2020, les recettes issues des activités aériennes stricto sensu ont baissé de 71 % par rapport à 2019 (taxes d'atterrissage, de parking,…) et de 38 % pour les activités non aériennes (location de places de parking, établissements commerciaux, …). Les pertes pour 2020 sont estimées à hauteur de 14 M€ pour 570 salariés. La direction de l'aéroport a procédé à une restructuration organisationnelle avec le licenciement de 75 employés (essentiellement des CDD) et le cumul de certaines tâches pour les employés non licenciés.

Environnement

- Les autorités slovaques prévoient pour la période 2021-2030 une subvention de 400 M€ à la production d'électricité verte et de 1 Md€ à la production propre de chaleur. Les ressources financières proviendront du Fonds de modernisation qui sert notamment à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur énergétique et qui est alimenté par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE), donc des plus grands émetteurs, mais est très dépendant du prix de quotas.
  Le ministère de l'Environnement a présenté en mai dernier à la Banque européenne d'investissement une liste de projets dont les schémas[1] de subventions doivent encore être approuvés par la Commission européenne. Les AO sont prévus d'ici la fin de l'année 2021 – le début de l'année 2022. La liste est dominée par les centrales publiques mais aussi par les filiales de Veolia – premier acteur privé dans la production de chaleur en Slovaquie. La taille de l'entreprise sera aussi prise en compte – les sociétés plus petites profiteront d'un soutien proportionnellement plus important que les grandes sociétés.
- Les futurs marchés publics relatifs à l'achat de voitures, de camions ou de bus devront obligatoirement comporter une part de véhicules écologiques. Cette obligation concerne également le leasing, la location, la location-vente et certains services du transport de passagers. La nouvelle loi adoptée par les députés début mai 2021 définit un véhicule écologique comme une voiture particulière, un microbus et un poids lourd jusqu'à 3,5 t émettant moins de 50 g/km jusqu'à 2025 et 0 g/km à partir de 2026. Concernant les poids lourds supérieurs à 3,5 t et les bus, les véhicules écologiques sont considérés comme des véhicules utilisant l'énergie électrique ou des combustibles alternatifs tels que l'hydrogène, CNG, LNG, LPG etc….Ainsi, la part de voitures particulières, des microbus ou des poids lourds jusqu'à 3,5 t dans les appels d'offres publics devra être de 22 % d'ici 2025. Pour les autres poids lourds, la part devra être de 8 % puis augmenter progressivement de 1 point tous les trois ans entre 2026 – 2031 et tous les ans entre 2032 – 2035. Enfin, pour les bus et les trolleybus, la part devra atteindre 34% pendant la période 2021 – 2025 et 48% à l'horizon 2026.
- US Steel à Kosice partage l'engagement de neutralité carbone à l'horizon 2050. Sa filiale slovaque a confirmé qu'elle partageait l'engagement du groupe ainsi que ceux de la Slovaquie dont la réduction des émissions de CO_2 est de -55 % à l'horizon 2030. Selon US Steel à Kosice, l'usine slovaque a l'avantage de pouvoir profiter du savoir-faire du groupe et donc de profiter des méthodes de production d'acier les plus modernes. Afin de parvenir à la neutralité carbone, le siège veut utiliser de plus en plus de fours à arc électriques. Mi-mai, le nouveau ministre des Finances slovaque, Igor Matovic, s'est rendu au siège d'US Steel aux Etats-Unis pour négocier une aide d'Etat à partir des ressources du plan de relance contre un

[1] Le premier schéma concerne la production verte d'électricité. La subvention peut être utilisée pour la construction des centrales hydrauliques, solaires, éoliennes et géothermiques. Les autorités vont également soutenir la production de biomasse, de biogaz, de gaz issu des eaux résiduaires etc. C'est le ministère de l'Economie qui sera chargé de ces projets – le lancement des AO, les contrôles administratifs, l'évaluation.
Le deuxième schéma est dédié à la baisse des émissions dans la production de chaleur. Les centrales publiques planifient d'arrêter la combustion de charbon en le remplaçant par le gaz, la biomasse ou l'énergie géothermique à Kosice (l'Est du pays). Les AO seront gérés par le Fonds environnemental sous l'autorité du ministère de l'Environnement. Les producteurs de chaleur pourront obtenir une subvention pour la construction, la reconstruction et la modernisation des installations et du réseau. Le but est de renforcer la production combinée de chaleur et d'électricité. La subvention par entreprise sera au maximum de 20 M EUR pour le réseau et de 15 M EUR pour la production. La contribution pourra couvrir 45-80 % des coûts éligibles sachant que les entreprises situées dans la région de Bratislava devraient recevoir un montant inférieur à celui octroyé dans les autres régions slovaques moins développées.

investissement de 1,5 Md€ du groupe dans la modernisation de l'usine avec notamment le remplacement des vieux fours à charbon par de nouveaux fours à arc électriques.

LETTONIE

Energie

- Selon le ministère de l'Economie letton, le parc éolien offshore Elwind, d'une capacité totale d'au moins 700 à 1000 MW, réalisé par la Lettonie et l'Estonie, pourrait être mis en service en 2030. Les prochaines étapes de développement du projet ont été identifiées : élaboration d'un calendrier détaillé de mise en œuvre du projet et d'un plan pour obtenir un cofinancement du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF), sélection du site du parc éolien et évaluation de l'impact environnemental. En 2025-2026, le site pour la construction du parc éolien offshore Elwind sera vendu aux enchères. Une ou plusieurs entreprises seront sélectionnées pour la mise en œuvre du projet dans le cadre d'un appel d'offres. La répartition exacte des coûts et des avantages du projet sera déterminée sur la base des résultats d'une étude de faisabilité et d'une analyse coûts-avantages. Pour information, le plan national letton pour l'énergie et le climat pour 2021-2030 prévoit que la capacité des parcs éoliens en Lettonie passera d'environ 70 MW à 800 MW d'ici 2030.
- Le producteur de gaz naturel compressé (GNC), SIA « GasOn », a mis en service la première connexion directe au réseau de transport de gaz naturel. Le raccordement direct assurera plus haute pression de livraison de gaz naturel, ce qui permettra de gagner en économie d'énergie consommée et en baisse des coûts de production. Le coût total du projet est estimé à 1M €. Pour mémoire, conformément à la décision de la Commission de régulation des services publics (SPRK), entrée en vigueur en 2019, les consommateurs de gaz naturel sont autorisés à se connecter au système de transport de gaz dans les endroits où c'est techniquement possible. Désormais, les producteurs de bio méthane, de gaz naturel liquéfié ou autres consommateurs ont la possibilité de réaliser ses propres projets de raccordement au réseau de gaz.

Infrastructures

- La coentreprise RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, a signé un accord avec l'entreprise italienne 3TI Progetti Italia et l'entreprise turque Yuksel Proje, portant sur l'évaluation du projet de construction et de l'expertise de construction de la ligne principale Rail Baltica. Le montant du contrat s'élève à 2,418 M€. Le principal objectif de cette expertise est de vérifier la conformité du projet de construction aux actes législatifs lettons et aux lignes directrices relatives à la conception et la construction de la ligne ferroviaire Rail Baltica.
- Les travaux de construction d'un nouveau tronçon autoroutier contournant le centre historique de la ville de Riga, appelé Eastern Arterial Road, ont été lancés le 12 mai. Le coût total du projet est estimé à 37,8 M€, dont 85% financés par le fonds de cohésion. Le projet doit être mis en œuvre d'ici juin 2023.
- Cinq entreprises de cinq pays (Lettonie, Espagne, France, Turquie et Italie) ont été sélectionnées pour participer à la deuxième phase de l'appel d'offre lancé le 1er septembre 2020 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur l'élaboration des projets de construction des sites d'entretien de l'infrastructure ferroviaire à Skulte et à Iecava. Le coût du contrat est estimé à 1,1 M€.
- Le gouvernement a décidé d'allouer 36,9 M€ supplémentaires au programme d'investissement pour l'entretien du réseau routier. En même temps, le projet du ministère des Transports concernant l'investissement de 55 M€ en 2021 pour assurer le développement des routes nationales dans le cadre des réformes territoriales a été approuvé. Ainsi, au total 91,9 M€ seront investis cette année dans la construction de routes dans le cadre de la réforme administrative. Le ministre de l'Environnement et du développement régional, Artūrs Toms Plešs, a déclaré que la reconstruction des routes participera à la reprise globale de l'économie de la Lettonie tout en améliorant l'accès aux services et aux emplois fournis par les administrations et les collectivités locales.

Transports

- La compagnie aérienne nationale airBaltic a réalisé un chiffre d'affaires de 17,07 M€ au premier trimestre 2021, soit en baisse de 76,6% par rapport à la même période en 2020. airBaltic souligne qu'en raison de la reprise plus lente que prévu du marché européen de l'aviation, la compagnie a revu à la baisse ses prévisions de recettes pour les deuxième et troisième trimestres. Cependant, le nombre de réservations de vols a augmenté au cours de la deuxième quinzaine de mai, ce qui permet à la compagnie d'espérer que le nombre de vols effectués augmentera progressivement. Pour mémoire, airBaltic a clôturé l'année 2020

avec un chiffre d'affaires de 142,6 M€, soit une baisse de 72% par rapport à l'année précédente, tandis que ses pertes ont été multipliées par 29 et ont atteint 264,6 M€.

- Le 26 mai 2021, la secrétaire d'État du ministère des Transports, Mme Ilonda Stepanova, s'est entretenue avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Lettonie, M. Liang Jianquan. Au cours de la réunion en ligne, les parties ont discuté de la coopération bilatérale dans les transports et la logistique. La pandémie qui s'est prolongée est, en effet, en train d'entraîner une réorganisation des flux commerciaux, et notamment des routes entre l'Asie et l'Europe et entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) en particulier. La Chine souhaite une refonte des liaisons traditionnelles de transport de passagers et de marchandises entre l'Asie et l'Europe, ce qui pourrait constituer une opportunité pour l'industrie du transit lettonne. Cette dernière peut fournir des services et des solutions en matière de de marchandises liquides, de produits chimiques, de produits agricoles ou encore de conteneurs.
  La Lettonie et la Chine, qui célèbrent cette année le 30e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques et le 5e anniversaire de l'adhésion de la Lettonie à l'initiative "Belts and Road", ont d'ores et déjà mis en œuvre une série de coopérations en matière de liaisons ferroviaires, maritimes et aériennes, constituant une base pour le développement à long terme de la coopération économique sino-lettonne.

LITUANIE

Environnement

Eclairage public

- Près de 6,5 M€ ont été alloués aux municipalités afin de moderniser, d'ici 2023, les systèmes d'éclairage public. L'arrêté signé par le ministre de l'Énergie D. Kreivys concerne une quinzaine de collectivités locales. En 2020, un montant record de plus de 21 M€ avait été alloué à cette même politique auprès de 34 municipalités.

Mobilités propres

- Le 11 mai, le ministre des transports, Marius Skuodis, a présenté les priorités du plan « Liberté de bouger». D'ici à 2030, l'utilisation des mobilités douces doit s'accentuer. Le ministre a annoncé que des investissements seront conduits pour multiplier les connections rapides, étendre la flotte de véhicules électriques et mettre en avant les avantages de Rail Baltica. Près de 40% des familles possèdent deux voitures dans le pays, et 90% des trajets se font en voiture contre une moyenne de 86% en Europe. Dans les grandes villes, M. Skuodis souhaite qu'en 2030, 29% des trajets se fassent à pieds (2% de plus qu'en 2017), 13% à vélo (+7%), près d'un trajet sur cinq grâce aux transports en commun et 41% pour les trajets en voiture. Pour se faire, le plan de mobilité urbaine soutenable sera mis à jour.

Green deal

- La Première ministre Ingrida Šimonytė a pris part à la conférence internationale Green Course 2021 le 7 mai, au château de Klaipėda. Elle a réaffirmé l'importance du Green Deal pour le gouvernement actuel au travers d'initiatives comme l'économie collaborative, le système de consignation et le développement des véhicules électriques. La Première ministre a rappelé l'engagement du gouvernement dans la transition écologique ainsi que sa stratégie de rénovation 2050 concernera 1000 appartements par an. Le gouvernement adoptera dans les prochains mois un nouvel agenda pour 2050 en matière de changement climatique. Afin de promouvoir l'économie circulaire et l'économie neutre en carbone, le gouvernement prévoit d'augmenter le nombre d'appels d'offres verts et de réformer la taxe verte. L'accent sera mis sur le concept de villes intelligentes et sur l'accélération de l'usage des énergies vertes ainsi que la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ingrida Šimonytė a noté la situation insatisfaisante concernant la lutte contre le changement climatique dans les pays baltes.

Stockage du carbone

- AB Klaipedos nafta (KN), Larvik Shipping AS (LS) et Mitsui O.S.K. Lines, Ltd. (MOL) reconnaissent le potentiel du CCUS (Carbon capture, utilisation and storage) et sont parvenus à un accord pour commencer une étude de faisabilité afin de développer des installations de captation de CO2 liquéfié dans l'infrastructure existante de KN à Klaipėda, en Lituanie. Les connaissances sur la gestion du carbone acquises dans l'étude de faisabilité pourront également aider à accélérer la production d'hydrogène propre à partir de combustibles fossiles. Les émissions de CO_2 ont atteint environ 6 Mt de CO_2 en 2020 dans le pays.

Energie

Nucléaire

- Dans le cadre du démantèlement d'Ignalina, le dernier réservoir contenant du combustible nucléaire endommagé a été déplacé sur un site de stockage temporaire. C'est une étape clé du processus de démantèlement puisqu'il ne reste plus de combustible nucléaire sur le site de l'unité 1 du réacteur. Au total, le combustible endommagé remplira 22 containeurs sur les 190 du site de stockage temporaire.

ENR

- La procédure d'appel d'offres à hauteur de 1,9 M€ pour l'étude d'impact environnemental concernant le parc éolien en mer Baltique a été suspendue par la Cour administrative de Vilnius suite au recours de l'entreprise Sweco. Seuls deux participants avaient répondu à l'appel d'offres, Sweco et l'Institut de recherche et de planification des espaces littoraux. Ce dernier a été retenu à l'issue de la procédure de sélection mais un accord n'avait pas encore été signé.
- Le groupe de haute technologie Global BOD, a vendu la société de CD Baltic Optical Disc / TG à l'imprimerie Tyliaus grafika et se concentrera sur de nouveaux produits - la production de batteries. En début d'année, BOD Group a lancé la construction d'un nouveau centre d'innovation, BOD Science Center, qui mobilisera tout le potentiel de l'innovation et de la recherche de BOD Group et développera et adaptera des batteries, des cellules solaires et des modules prototypes pour l'industrie.

Gaz

- Le groupe lituanien Amber Grid, gestionnaire du réseau de transport de gaz, a vu ses revenus au premier trimestre de 2021 atteindre 19,2 M€, soit 41% de plus qu'à la même période de l'année dernière, lorsque les revenus des services de transport de gaz s'élevaient à 13,6 M€. Au premier trimestre 2021, 8,8 TWh de gaz ont été livrés à la Lituanie, hors transport de gaz vers la région de Kaliningrad. Il s'agit d'une augmentation de 25% par rapport aux 7,1 TWh de gaz transportés en Lituanie en janvier-mars 2020. Au cours de cette période, 8,7 TWh de gaz ont été consommés pour les besoins de la Lituanie, soit 28% de plus qu'à la même époque l'année dernière, alors que 6,8 TWh de gaz a été consommé. En janvier-mars 2021, le terminal GNL de Klaipėda a fourni 44% du total injecté tandis que les pipelines de Lettonie et de Biélorussie en ont fourni 56%.
- Conformément au plafond de revenus fixé par le conseil national de régulation de l'énergie (VERT), le conseil d'Amber Grid a approuvé les prix de transport du gaz naturel pour 2022 et les soumettra au VERT pour évaluation. Pour 2022, Amber Grid propose de fixer pour les consommateurs lituaniens un prix moyen considérablement réduit pour les services de transport de gaz. Par rapport au prix moyen de cette année, le prix de l'année prochaine diminuera de 29% à 1 € par mégawattheure de gaz. Amber Grid a inclus le lancement prévu de l'interconnexion GIPL dans sa tarification des services de transport de gaz pour 2022.

Electricité

- Selon le ministre de l'Énergie Dainius Kreivys, la livraison en Lituanie du plus grand autotransformateur des États baltes signifie une plus grande indépendance énergétique avant l'achèvement du projet de synchronisation du réseau électrique avec l'Europe continentale d'ici 2025. Rokas Masiulis, PDG de l'opérateur du réseau de transport d'électricité de Lituanie Litgrid, a déclaré aux journalistes que deux autres autotransformateurs seraient transportés au port de Klaipėda pour l'interconnexion électrique LitPol Link.
- Ignitis Group a commencé à produire de l'électricité en Pologne en utilisant un parc éolien de Poméranie développé localement. On estime que le parc éolien, d'une capacité de 94 MW, commencera à fonctionner en continu après avoir terminé la coordination de lancement, les procédures de construction et après avoir reçu le permis de production. Le total des investissements dans le parc éolien de Poméranie atteint environ 130 M€.

Infrastructures

Ferroviaire

- Le ministère de l'Énergie et le plus grand groupe ferroviaire des États baltes, les chemins de fer lituaniens (LTG), ont signé un accord de coopération sur les économies d'énergie, a rapporté le ministère de l'Énergie. Les chemins de fer lituaniens prévoient d'économiser 1,3 TWh d'énergie finale d'ici la fin de 2030. Cet accord s'inscrit dans le cadre des mesures prévues par la loi sur l'efficacité énergétique, qui visent à économiser au moins 27 TWh d'énergie de consommation finale au cours de la prochaine décennie.

- Grâce au projet Rail Baltica, voyager entre Vilnius et Kaunas ne prendra que 38 minutes. Rejoindre Varsovie, Riga et Tallinn en train sera plus rapide qu'en avion (voyager à Varsovie prendra environ 4 h, à Tallin - 3,5 h et à Riga - environ 2 h) et l'aéroport de Vilnius sera facilement accessible aux citoyens polonais et lettons.

Portuaire

- Après accord entre les groupes de négociation lituanien et russe, les transporteurs lituaniens ont obtenu un nombre suffisant d'autorisations annuelles pour le transport de marchandises entre la Lituanie et la Fédération de Russie ainsi que pour le transit entre les deux pays. Cette année, les transporteurs lituaniens recevront environ 40% de permis de plus qu'en 2020, a déclaré le ministère lituanien des transports et des communications.
- Au cours des quatre prochaines années, il est prévu d'investir environ 400 M€ dans le port de Klaipėda. L'Union européenne devrait participer au financement. Les projets les plus importants sont l'agrandissement de la zone portuaire et la reconstruction des brise-vagues permettant d'améliorer la sécurité du transport maritime et contribuera à la mise en œuvre de mesures environnementales. Le port a traité 47,8 Mt de marchandises, faisant de Klaïpeda le premier port des pays baltes. La capacité moyenne des navires qui arrivent a augmenté de 35% tout au long de 2015-2020.

Aviation

- Alors que la saison estivale de l'aviation redémarre, à partir de mai 2021, les passagers des aéroports lituaniens pourront choisir de nouveaux vols directs, a rapporté l'aéroport de Vilnius. Selon les plans actuels des compagnies aériennes, près de 40 itinéraires pour les voyages d'affaires et de loisirs seront proposés dans les trois aéroports de Lituanie. En 2020, 1,8 million de passagers et 30000 vols ont été desservis dans les aéroports lituaniens.
- Le trafic aérien s'est renforcé durant les derniers mois. On constate un flux de passagers plus élevé (croissance de 30%) et un nombre de vols plus élevé (croissance de 16%). En avril 2021, plus de 73000 passagers ont voyagé dans les aéroports de Lituanie (56000 en mars), le nombre de passagers le mois dernier est presque le même qu'en octobre de l'année dernière. En comparant avril 2021 au mois record de 2019, le trafic total de passagers aux aéroports de Vilnius, Kaunas et Palanga a encore fortement baissé et n'atteint qu'environ 14% du nombre mensuel de passagers d'il y a deux ans.
- En réponse à l'atterrissage forcé d'un avion de ligne de Ryanair volant sur une route internationale vers Vilnius dimanche dans la capitale biélorusse, le ministère des Transports et des Communications a fait appel à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Il demande à l'OACI de lancer une enquête sur l'incident aéronautique au Bélarus et de reconnaître l'espace aérien du pays comme dangereux.

ESTONIE

Energie

- Eesti Energia a annoncé son intention d'arrêter la production d'énergie à partir des schistes bitumineux dès 2025. Jusqu'en 2030, l'entreprise continuera d'utiliser les gaz produits lors de la production d'huile de schiste pour générer de l'énergie. L'entreprise travaille actuellement en partenariat avec TalTech pour développer la production de matières premières pour l'industrie chimique par la combustion d'anciens pneus et de déchets plastiques, mélangés à de l'huile de schistes. L'entreprise souhaite se concentrer sur les énergies renouvelables, et notamment le solaire et l'éolien. Le groupe se fixe comme objectif de couvrir 90% des besoins énergétiques du pays par la production d'énergie de sources renouvelables d'ici 10 ans.
- Le projet de construction d'une usine de schiste bitumineux par Eesti Energia dans le comté d'Ida-Viru pourrait remettre en question l'attribution de 340 M € à l'Estonie dans le cadre du Fonds européen pour une transition juste. Le versement des fonds est conditionnel à la réception du plan de développement prévu, dont les projets doivent s'inscrire dans la logique d'une transition verte. Le financement de la construction de l'usine pourrait donc impacter l'approbation de la Commission Européenne.
- La Cour d'appel de Tartu a rejeté l'appel de l'ONG environnementale Loodusvõlu visant la construction de cette même usine d'huile de schistes par Eesti Energia. Pour rappel, l'ONG avait intenté une action en justice contre le permis de construire délivré à l'entreprise par la municipalité de Narva-Jõesuu, une première décision de justice avait rejeté la plainte. En appel, la Cour d'appel de Tartu avait suspendu temporairement le permis, le temps de trancher sur le litige.
- L'entreprise Trafigura (commerce de produits pétroliers) a été autorisée par l'Autorité de la concurrence estonienne à augmenter sa participation dans l'entreprise Puma Energy (qui détient deux terminaux portuaires dans le pays). Trafigura détiendra, après la transaction, 75% des parts de Puma Energy.

- L'opérateur du système de transmission d'électricité Elering souhaite augmenter le prix des droits de transmission de 7,9% en moyenne dès 2022, l'entreprise souhaite également introduire un nouveau système de prix prenant en compte la localisation et la consommation du consommateur.
- Le gouvernement approuve l'amendement portant sur le marché de l'électricité. Le gouvernement souhaite supprimer de la loi le taux spécifique aux charges liées aux énergies renouvelables.
- Le gouvernement soutient les positions estoniennes sur la régulation du marché du gaz européen. L'Estonie a soutenu l'amendement dans l'optique de promouvoir le développement et le fonctionnement de marchés régionaux de gaz tout en ayant des règles communes au niveau de l'Union européenne pour favoriser l'émergence d'un marché commun.
- Selon le Land Board, l'extraction de schistes bitumineux a atteint 9,2 Mt en 2020, soit 24% de moins qu'en 2019 et 42% de moins qu'en 2018.
- Le Parlement a entamé des discussions sur les défis de la transition énergétique, la sécurité énergétique et l'approvisionnement énergétique de l'Estonie en tant que sujet d'importance nationale. Le sujet a notamment été motivé par le fait que l'Etat manque d'un plan clair sur la transition vers la neutralité climatique, selon le parti d'opposition Isamaa. Selon un professeur de l'Université TalTech, l'Estonie a besoin d'un plan B aux énergies renouvelables et cela passerait par la production d'énergie à partir des schistes bitumineux.

ENR

- Eesti Energia demande au gouvernement des garanties d'Etats concernant le développement du parc éolien off-shore dans le Golfe de Riga, et notamment une compensation d'Etat en cas de fluctuation défavorable des prix en dessous d'un certain niveau. L'entreprise menace de relocaliser le projet dans un autre pays, comme en Lituanie, où les conditions offertes sont plus favorables. Selon l'entreprise, l'inaction de l'Etat empêche l'avancée du projet de parc off-shore.
- Le marché de la biomasse Baltpool autorise aux échanges des biocarburants ayant le certificat SBP (Sustainable Biomass Program).
- Enefit Green a produit 112 GWh d'électricité verte en avril. La production de chauffage des centrales à cogénération a atteint 48 GWh sur le mois. Pour les quatre premiers mois de l'année, la production d'électricité verte a atteint 413 GWh et celle de chauffage 224 GWh.
- L'entreprise de service de radiodiffusion Levira a signé un accord sur cinq ans avec Eesti Energia pour la fourniture d'énergie verte dès 2023. L'entreprise consomme près de 12 GWh par an d'électricité.
- L'Environmental Board a refusé le permis de construire d'un barrage sur la rivière Kunda à l'entreprise Generaator. L'entreprise prévoyait de relancer une ancienne centrale hydroélectrique.
- Elering a reversé pour 8 M€ de subventions aux énergies renouvelables en avril, dont 304 500 € pour la cogénération à haut-rendement.
- La Cour Suprême d'Estonie a souligné dans une décision de justice que le développement de l'éolien dans le pays relève de l'intérêt général. La Cour oblige ainsi la municipalité de Tori à réexaminer la demande des entreprises Eurowind et Nelja Energia, qui avaient demandé à la municipalité de leur fournir les conditions de planification et de conception en vue de construire un parc éolien sur une zone d'extraction de tourbe.
- Le ministère des Affaires économiques s'intéresse au potentiel énergétique de la géothermie en Estonie. Le ministère a fait réaliser une liste des sites potentiels et de leur capacité de production. Le ministre a déclaré que le pays s'intéresse à toutes les options pour réduire ses émissions carbones.

Nucléaire

- L'entreprise d'Etat suédoise, Vattenfall, a signé avec Fermi Energia un accord prévoyant un investissement de 1 M€ pour devenir actionnaire minoritaire de l'entreprise estonienne. Vattenfall souhaite apporter ses connaissances et son savoir-faire dans le secteur nucléaire pour accompagner le développement d'un réacteur SMR (Small Modular Reactor). L'investissement permettra également de financer les prochaines étapes du projet, à savoir des études sur le déploiement d'un SMR.

Infrastructures

Aérien

- Les pistes de la base aérienne d'Ämari seront rénovées d'ici 2023 pour 7 M€. Les équipes de la police aérienne seront relocalisées à l'aéroport de Tallinn le temps des travaux, la relocalisation devrait coûter 3 M€ (hors coût de location des locaux).

Routier

- Selon l'Association estonienne de construction de l'infrastructure, le budget prévu dans la stratégie budgétaire 2022-2025 pour le développement et la maintenance du réseau routier ne couvrira pas tous les besoins, soit un déficit à hauteur de 689 M€. Le budget de la maintenance des routes sera réduit de 113 M€ sur la période.
- L'entreprise de BTP Verston a vendu ses parts dans l'entreprise Haart Ehitus pour se concentrer sur la construction et la maintenance des routes.
- L'entreprise GK Infra va construire, pour un montant de 29,2 M€, le contournement ouest de Tartu. Le projet comprend également la construction et la rénovation de rues dans la ville de Tartu, l'aménagement de pistes cyclables et l'installation de murs anti-bruit.
- L'entreprise Nordecon a signé un contrat de 3,5 M€ avec l'Autorité des transports et la municipalité d'Hiiu pour la reconstruction de la route nationale du comté.
- La ville de Tallinn va allouer entre 1,5 M€ et 2 M€ pour l'aménagement de 16 kilomètres de pistes cyclables. De plus, la ville de Tallinn va construire 2,5 km de piste cyclable entre le centre-ville et le quartier de Lasnamäe, le projet d'un montant total de 1,5 M€ sera financé par la ville à hauteur de 223 890 €, le reste sera pris en charge par le Fond européen pour le développement régional.

Maritime

- L'entreprise d'Etat Saarte Liinid va agrandir la zone d'attente pour véhicule du port de Kuivastu sur l'île de Muhu.
- La stratégie budgétaire du gouvernement prévoit de transférer la flotte maritime de la Police et des Gardes-frontières au port d'Hundipea et dans la base navale adjacente en 2022 alors que le ministère de la Défense a prévu de vendre cette base navale en 2025. La relocalisation de la flotte devrait coûter plus cher que le prix de vente de la base navale (soit 25 M€).

Rail Baltica

- Rail Baltic Estonia a émis un appel d'offre pour la conception des arrêts et gares locales. La construction est prévue courant 2024. Le contrat prévoit la proposition de trois bâtiments modulaires et de passages différents.
- Selon un sondage conduit par Turu-uuringute, 70% des Estoniens voient l'impact du projet Rail Baltica comme positif pour le pays, surtout chez les personnes âgées de 15 à 29 ans. Le sondage montre également que le soutien général pour le projet atteint 65%. 67% des répondants pensent que l'Estonie devrait avoir une connexion ferroviaire plus moderne et plus rapide avec l'Europe.
- Selon le rapport présenté au gouvernement par le ministre des Affaires économiques, la portion estonienne du projet Rail Baltica a engendré un coût de 21 M€ en 2020. Pour la période 2021-2023, les coûts totaux devraient atteindre 223 M€, dont 150 M€ de coûts de construction.

Transports

Véhicules électriques

- Bolt a lancé ses services de trottinettes électriques dans les villes de Rakvere et de Viljandi.
- Selon le think tank de la Chancellerie du Parlement, l'Estonian Foresight Center, les revenus annuels tirés des droits d'accises sur le diesel et l'essence devraient diminuer de près de 100M € d'ici 2030, conséquence de l'utilisation plus large des véhicules électriques. Le think tank prévoit que 85 000 véhicules électriques seront en circulation d'ici 10 ans et qu'ils représenteront 50% du parc automobile d'ici 2040.
- La ville de Tallinn et les fournisseurs de services de location de trottinettes électriques (Bolt et Tuul) ont signé un accord portant sur l'utilisation de l'espace public. La ville prévoit d'aménager 70 espaces de parking pour les trottinettes électriques, que les fournisseurs pourront utiliser gratuitement.

Ferroviaire

- Eesti Raudtee et l'entreprise espagnole Ingenieria y Control Ferroviario ont signé un contrat de 11 M€ pour l'automatisation de 103 passages à niveau et 9 passages pour piétons.
- Le bénéfice d'Eesti Raudtee a diminué de 20,2% en 2020 sur un an et atteint 7,1 M€. Le chiffre d'affaires de l'entreprise a diminué de 21,3% et s'établit à 31,1 M€.
- Le gouvernement va allouer 300 000 € de ses réserves pour l'entreprise ferroviaire d'Etat de transport de passagers, Elron, pour compenser la perte de revenus entrainée par la baisse du nombre de ventes de billets.

- La privatisation d'Operail pourrait intervenir d'ici la fin de l'année (pour la vente de 51% des parts dans un premier temps). L'opération pourrait permettre à l'Etat d'encaisser 20 M€.
- Pour les quatre premiers mois de l'année, le volume de marchandises transportées sur l'infrastructure ferroviaire estonienne a augmenté de 45% sur un an et atteint 4,9 Mt. Le nombre d'embarquements de passagers a atteint 1,5 M, soit 19% de moins en glissement annuel.
- En avril, le transport ferroviaire de marchandises a augmenté de 83,2% sur un an, et a atteint 2,1Mt, sur un mois la hausse enregistrée est de 0,6%. 385 000 embarquements de passagers ont eu lieu, une hausse de 130,5% en glissement annuel.

Maritime

- L'Association estonienne de la logistique appelle le gouvernement à ne pas augmenter les droits de navigation. Ils ont été suspendus temporairement en avril 2020 puis rétablis à hauteur de 50% en avril 2021, mais la stratégie budgétaire du gouvernement prévoit de les rétablir totalement pour 2022. La mesure a coûté à l'Etat près de 25 M€. Selon une analyse de Pricewaterhouse Coopers, l'Etat a récupéré 16 M€ supplémentaire en taxes grâce à la hausse du flux de marchandises entrainé par la baisse des droits de navigation.
- Tallink a enregistré, en mai, une hausse de 64,8% sur un an du nombre de passagers transportés.
- Le groupe Tallink lance à la vente ses billets pour les croisières 2021 sur la mer baltique, aucun débarquement ne sera effectué dans les pays voisins.
- L'entreprise Silja Line, filiale de Tallink, souhaite que la vérification des documents relatifs à la covid-19 (vaccination, tests, guérison) soit effectuée avant l'embarquement et non pas à l'arrivée.
- Le ferry MyStar de Tallink, actuellement en construction, va embarquer la technologie d'économie d'énergie Octopus, développée par ABB.
- Le bénéfice de Tallinna Sadam pour le premier trimestre 2021 est en baisse de 31,4% sur un an et atteint 6,8 M€. Le chiffre d'affaires a connu une baisse de 10,4% et atteint 25 M€.
- Le Conseil de supervision de l'entreprise Tallinna Sadam a prolongé le mandat de Margus Vihman en tant que membre du Conseil de direction.
- L'Autorité estonienne des transports et l'entreprise TS Laevad ont signé un accord prévoyant la mise à disposition d'un ferry par l'entreprise en cas de pic de demande sur la liaison Virtsu-Kuivastu. De plus, l'entreprise se tient prête à opérer des liaisons supplémentaires entre les ports de Rohuküla (continent) et Heltermaa (île d'Hiiu).
- Le volume de fret géré par les ports estoniens a augmenté de 5,8% en avril sur un an. 3,6 Mt de fret ont été prises en charge, dont 2,5 Mt pour le chargement (en hausse de 21,1%) et 1,1 Mt pour le déchargement (en baisse de 17,2%).
- Le gouvernement va allouer 700 000 € à l'Autorité des transports pour couvrir les coûts supplémentaires de fourniture du service de brise-glace pour l'année 2021.

Routier

- 263 entreprises ont été épinglées par le ministère des Affaires économiques pour le transport de marchandises par camion sans disposer de licence d'activité.
- Le ministre des Affaires économiques a proposé un amendement pour assurer une plus juste concurrence dans le transport de marchandise, en étendant l'obligation de licence d'activité pour le transport. L'obligation concerne pour le moment les poids lourds de 3,5 t ou plus ; si le projet est adopté, elle concernera les véhicules de 2,5 t ou plus.
- Selon le think tank Estonian Foresight Center, l'utilisation de la voiture a doublé en 20 ans et les coûts de transports représentent 14% des dépenses des personnes (soit 859 € par an en moyenne). La part des personnes utilisant les transports publics n'a cessé de diminuer, atteignant 18,4% en 2020. Toujours selon le think tank, le pays doit changer sa politique de transport s'il veut atteindre les objectifs fixés par le plan de développement du transport à horizon 2035. 50% de la distance parcours par les véhicules en Estonie se fait dans le comté d'Harju, le think tank recommande d'améliorer considérablement la durabilité du système de transport de la capitale.
- LuxExpress va remettre en service la ligne de bus Tallinn-Saint-Pétersbourg à partir du 9 juin.
- La compagnie de bus Flixbus va reprendre son activité dans les pays baltes avec des départs depuis Tallinn à partir du 10 juin.
- Les ventes de véhicules neufs ont augmenté de 108,1% en mai en glissement annuel. 2 206 voitures neuves ont été vendues dans le pays sur le mois. C'est cependant 600 ventes de moins qu'en mai 2019. Depuis le début de l'année, 10 329 voitures ont été vendues (+37,2% sur un an).

Aérien

- Sur les neuf derniers mois, le nombre de passagers passant par l'aéroport de Tallinn a été le plus élevé en mai. 54 889 personnes ont transité par l'aéroport. Depuis le début de l'année, près de 186 000 personnes ont transité par l'aéroport pour 7 301 vols.
- Depuis le 2 juin, AirBaltic propose une liaison directe Nice-Tallinn deux fois par semaine.
- Ryanair va ouvrir en novembre des liaisons entre Tallinn et Stockholm Arlanda trois fois par semaine et entre Tallinn et Billund (Danemark) deux fois par semaine.
- Kuldar Vaarsi (PDG de Milrem Robotics) a pris la tête du Conseil de supervision des services estoniens de navigation aérienne. Il remplace Priit Poldoja.

Environnement

- La ville de Tallinn et Utilitas, actionnaires majoritaires de Tallinna Vesi, ont de nouveau acquis des parts dans l'entreprise, à hauteur de 541 917 parts chacun.
- Le Conseil de supervision de Tallinna Vesi a proposé de reverser 0,65 € de dividende par part, pour un montant total de 13 M€. L'entreprise a enregistré un bénéfice net de 16,7 M€ en 2020.
- Lors de l'évènement « Vision days for a just transition in Ida-Viru County », des experts ont souligné la taille du défi de la transition écologique dans cette région. Le ministre de l'Administration publique a appelé les salariés à développer de nouvelles compétences.
- La Commission européenne a apporté des commentaires positifs aux activités prévues dans le plan de transition de l'Estonie, notamment dans l'implication des parties et dans la mise en œuvre de la transition.
- Le porte-parole et représentant du Parlement s'est entretenu avec son homologue canadien sur la lutte contre le dérèglement climatique. Jüri Ratas a invité Anthony Rota à co-organiser un workshop sur les mesures pour combattre le dérèglement climatique.
- A l'occasion de l'évènement portant sur l'économie circulaire au niveau local organisé par l'OCDE, le maire de Tallinn a souligné que l'économie circulaire passait avant tout par le recyclage des déchets et la réorganisation de la production mais aussi l'implication de toutes les parties.
- L'Estonie a rejoint la coalition européenne des Ministres des finances pour l'action climatique.
- Les villes et municipalités estoniennes sont invitées à envoyer leurs candidatures pour le fonds d'investissement de la Facilité européenne pour les villes (EUCF).
- Randel Länts a été élu président du Conseil de supervision de RMK, Hardi Tullus a été élu vice-président.
- Lors de sa visite officielle en Autriche, la Présidente Kersti Kaljulaid a souligné que les deux pays ont l'opportunité de développer des solutions environnementales et intelligentes grâce à l'expérience des deux pays.

SUJETS BALTES

- « Le système de stockage d'énergie par batterie (SSEB) aiderait les États baltes à assurer un fonctionnement régulier et fiable de leurs systèmes électriques », a déclaré le représentant de **l'***opérateur letton de transport de l'énergie électrique* « Augstsprieguma Tikls » (AST), en se référant à l'étude de faisabilité menée par la société énergétique japonaise Tepco Power Grid Inc. L'étude démontre que pour augmenter la production d'énergie renouvelable, un certain nombre de mesures techniques sont nécessaires pour assurer la stabilité du système électrique et la sécurité de l'approvisionnement en énergie, et l'utilisation du SSEB a été suggérée comme l'une de ces mesures. Selon « Augstsprieguma Tikls », le développement du SSEB est le meilleur moyen pour la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie d'assurer le bon fonctionnement et la fiabilité de leurs systèmes électriques lorsque l'électricité est produite à 100 % à partir de sources d'énergie renouvelables. Plus précisément, la capacité de 240 mégawatts (MW) des systèmes de batteries de type "grid forming" permettra de contrebalancer le manque d'inertie associé à la production éolienne et solaire.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor_Poland
Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.
Clause de non-responsabilité
Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.